

## Les Cambodgiens bravent l'interdiction de célébrer la Journée mondiale des enseignants



Une nouvelle loi sur le droit à l'éducation pour les enfants indiens p. 3 Le Président de l'IE démissionne après son élection comme député p. 8 Des réponses stratégiques à la crise économique p. 10 Les enseignants du Honduras face à la violence après le coup d'état p. 17 Des enseignants de qualité explique le succès des étudiants finlandais p. 23

## Ne sacrifiez pas les enfants face à la crise économique !



©IE

Ce mois-ci, nous sommes très heureux de rapporter que la Journée mondiale des enseignants 2009 a été auréolée de succès. Partout dans le monde, le taux de participation des enseignants a été plus élevé que jamais en partie grâce à une

meilleure organisation et aux modes modernes de communication. Les outils interactifs du web, comme les cartes de vœux électroniques, l'envoi de photos numériques sur une plateforme d'échange et les « tweets » sur Twitter ont permis à l'IE d'être connectée avec les enseignants du monde entier et leur a permis d'entrer en contact les uns avec les autres.

Le 5 octobre, tout le monde, partout, semblait parler des enseignants et du merveilleux travail qu'ils accomplissent et les célébrer. Leur effet positif sur la croissance intellectuelle, sociale, psychologique et physique, et sur le bien-être de centaines de millions d'enfants dans le monde est tout simplement incommensurable.

Pourtant, sans engagement de la part du monde politique à établir des systèmes publics d'éducation forts et stables le reste de l'année, il semble bien futile de se contenter de sourire et de glorifier les enseignants pendant une journée.

La crise économique doit pousser les gouvernements à investir dans l'apprentissage tout au long de la vie pour la santé et l'harmonie de leur société. Evidemment, ces mesures requièrent volonté et courage personnel. Néanmoins, si la société attend des enseignants qu'ils aient le courage de leurs convictions, pourquoi attendrait-elle moins de ses dirigeants politiques ? L'Internationale de l'Éducation exhorte les chefs d'état de la planète à accéder à notre demande de protéger l'enseignement public et à entendre notre appel au nom des élèves :

Ne sacrifiez pas les enfants et les jeunes sur l'autel de la crise économique !

Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE

## Bonnes nouvelles

# L'éducation est désormais un droit pour les enfants indiens

L'Inde s'est dotée d'une loi importante qui garantit une éducation gratuite et obligatoire à tout enfant âgé de 6 à 14 ans.

Le projet de loi intitulé « Le droit des enfants à une éducation gratuite et obligatoire » a été adopté à l'unanimité par la *Rajya Sabha*, la Chambre haute du Parlement indien, le 20 juillet, et a été soumis au vote avec succès à la Chambre basse, la *Lok Sabha*, le 4 août.

S. Eswaran, Vice-président de l'IE et Secrétaire général de la *All India Primary Teachers' Federation* (AIPTF) a indiqué que le vote était intervenu après une longue et intense lutte des enseignants et de leurs syndicats à travers toute l'Inde.

« Nous sommes très heureux. C'est le résultat de nos efforts constants et de la mobilisation effectuée par l'AIPTF avec le soutien de tous ses affiliés », a déclaré S. Eswaran. « Nous avons été couronnés de succès dans notre lutte pour apporter le droit fondamental à l'éducation à chaque enfant dans le pays. » Le Secrétaire général de l'IE Fred van Leeuwen s'est réjoui de la nouvelle : « C'est un énorme pas en avant pour l'Inde, qui fait face à des défis importants dans l'élimination du travail des enfants et pour atteindre l'objectif de l'accès universel à une éducation publique de qualité. L'IE félicite tous les en-



© AIPTF/INDE

S. Eswaran (au centre de la photo, portant des vêtements blancs), Vice-président de l'IE, et la *All India Primary Teachers' Federation* ont mobilisé des dizaines de milliers de membres pour participer à une grande manifestation devant le Parlement indien à Delhi, afin d'exiger l'adoption de la version améliorée du projet de loi sur le droit à l'éducation.

seignants indiens et les militants syndicaux qui ont travaillé pour faire aboutir cette législation historique. »

La mise en application de la garantie de l'éducation est clairement un vaste projet et demandera un financement accru en conséquence. S. Eswaran a expliqué que l'AIPTF estime qu'un apport d'environ 2.200.000 enseignants serait nécessaire au cours des deux ou trois prochaines années afin de pouvoir répondre aux exigences du projet de loi. « Où vont-ils trouver de l'argent et des enseignants qualifiés ? Cela pourrait influencer la qualité de l'éducation ainsi que des possibilités d'embauche pour les enseignants », a-t-il dit, en faisant remarquer qu'avec autant d'enseignants non qualifiés et des salles de classe de 50-60 élèves, l'Inde est confrontée à de grands défis en ce qui concerne une éducation de qualité.

« Nous avons protesté contre ses conditions et indiqué au gouvernement que les para-enseignants doivent être pris en compte, obtenir des formations pour se qualifier ainsi que des salaires appropriés », a poursuivi S. Eswaran.

Indrashekhar Mishra, Secrétaire général du syndicat des enseignants du secondaire, l'AISTF, a décrit le projet de loi comme étant « un pas dans la bonne direction » qui va régénérer le secteur de l'éducation. Le projet de loi vise à rendre plus équitable l'accès à l'éducation. Le contrôle des élèves et des parents et les demandes d'honoraires arbitraires pour garantir l'admission aux écoles publiques seront proscrits en vertu de la législation qui oblige les écoles privées à mettre gratuitement un quart de leurs places à la disposition des enfants défavorisés. L'AISTF a exprimé la crainte que cette dernière clause « encourage la privatisation, et par extension la commercialisation de l'éducation scolaire », et a plaidé pour « des changements visant à assurer une éducation gratuite et obligatoire à chaque enfant jusqu'à l'âge de 18 ans ». Parmi leurs recommandations, la plus importante est la mise en œuvre du concept d'une école de quartier qui vise à envoyer les enfants vers les écoles les plus proches de leur domicile.

« Nous sommes en train de traiter une question cruciale pour le futur de l'Inde au 21<sup>ème</sup>

siècle... Nous devons aller de l'avant en envoyant un signal fort au monde et à nos enfants montrant que nous sommes déterminés à leur apporter une éducation de qualité », a expliqué le Ministre du Développement des ressources humaines Kapil Sibal. Ce dernier a fait observer qu'environ la moitié des 200 millions d'enfants que compte l'Inde

**Nous avons été couronnés de succès dans notre lutte pour apporter le droit fondamental à l'éducation à chaque enfant dans le pays.**

se trouvent hors du système scolaire. « Nous devons les renvoyer à l'école », a-t-il dit. « Ce n'est pas une tâche aisée que de s'embarquer dans une entreprise d'envergure nationale, mais nous devons le faire. Est-il chose facile que de s'attaquer au changement climatique ? S'avère-t-il aisé de s'opposer au réchauffement de la planète ? ... Je suis d'accord pour dire que c'est une tâche ardue. Ensemble, nous devons le faire et nous le ferons », a-t-il déclaré. III

## Journée mondiale des enseignants

# Pour bâtir l'avenir : investissons dans les enseignant(e)s maintenant !

Tel était le message retentissant lancé par les enseignants qui ont défilé partout dans le monde pour célébrer et promouvoir leur Journée mondiale, malgré la menace que représente la crise économique mondiale pour le secteur de l'éducation et d'autres services publics clés.

Dans les pays où les droits démocratiques sont respectés, les enseignants ont rendu hommage à leur profession et ont marqué leur engagement par le biais d'un grand nombre d'activités créatives et hautes en couleurs.

Dans d'autres pays, plusieurs facteurs ont empêché les enseignants d'exercer leurs droits à la liberté d'expression et à la liberté syndicale, qu'il s'agisse des caprices de la nature ou d'interdictions émanant de la sphère politique.

En Indonésie, par exemple, les enseignants ont rencontré de nombreuses difficultés à reprendre les cours dans les décombres de Padang, où plus de 600 personnes ont trouvé la mort et où de nombreux établissements, notamment des écoles, ont été détruits par les deux importants séismes qui ont secoué le pays fin septembre.

En Iran, des enseignants syndicalistes tenaient une réunion syndicale au domicile de leur Secrétaire général, M. Baghani, à Téhéran, lorsque des policiers en civil ont soudainement fait irruption et les ont tous arrêtés. Aucune raison n'a été avancée à cela. Neuf des enseignants syndicalistes ont été relâchés le jour suivant, mais Baghani a été interrogé pendant 11 heures et accusé de « tenir une réunion non autorisée » et de « célébrer la Journée mondiale des enseignants ».

En Roumanie, les enseignants et d'autres agents publics ont fait grève le 5 octobre afin de protester contre les coupes considérables dans les dépenses publiques ordonnées par le Fonds monétaire international. Les enseignants s'étaient déjà mis en grève cette année devant un gel des salaires et le refus de payer l'augmentation prévue de 50 % de leur maigre salaire moyen s'élevant à 485 \$ par mois.



© CITA

Au Cambodge, les autorités gouvernementales ont interdit aux membres de l'IE de célébrer la Journée mondiale des enseignants. Dans une lettre envoyée le 3 octobre, les autorités municipales de Phnom Penh ont informé la *Cambodian Independent Teachers' Association* (CITA), affiliée à l'IE, qu'elle n'obtiendrait pas l'autorisation de célébrer cette journée devant les anciens bâtiments de l'Assemblée nationale et du Ministère de l'Éducation, ainsi qu'elle envisageait de le faire. « Au Cambodge, il n'y a plus de liberté, ni de droit à la liberté d'expression et à la liberté syndicale nous permettant d'agir ensemble au sein d'organisations et de syndicats », a déclaré Leng Bunhong, le directeur administratif de la CITA.

En Espagne, au contraire, le Président José Luis Rodríguez Zapatero a publié une lettre ouverte aux enseignants dans le cadre des ré-

centes réformes éducatives et de son nouveau projet en vue d'un accord social national pour le secteur de l'éducation. Dans cette lettre, il écrit: « du fond du cœur, je poursuivrai mes efforts afin de démontrer que la grandeur d'un pays se mesure au respect qu'il accorde aux enseignants ».

Le 5 octobre, lors d'une conférence à l'UNESCO, des représentants de l'UNESCO, de l'OIT, de l'UNICEF et de l'Internationale de l'Éducation a attiré l'attention sur les attentes immenses et les demandes envers les enseignants de nos jours : « le 21<sup>ème</sup> siècle appelle de nouvelles approches pour l'apprentissage, la pensée innovante, l'acquisition de connaissances spécifiques concernant l'environnement, la santé et la citoyenneté et la promotion de valeurs et d'attitudes éthiques. La capacité des systèmes éducatifs à répondre

de façon effective aux besoins des apprenants d'aujourd'hui dépend en grande partie de l'action qui est entreprise maintenant pour recruter, former et soutenir les enseignants et pour leur garantir un travail décent. »

En Belgique, les enseignants ont manifesté devant le Ministère de l'Éducation de la Communauté française pour la suppression du projet visant à imposer la prestation maximale de la plage horaire et à réduire le financement de l'éducation.

Les syndicats allemands GEW et VBE ont publié une déclaration conjointe soulignant que « les décisions ayant été prises lors du Sommet sur l'éducation en 2008 doivent être intégralement mises en application sur le plan politique » et ils ont lancé un appel afin que « l'Etat fédéral et les Régions (Länder) se chargent conjointement de créer les conditions favorables à l'instauration d'une République d'Allemagne éducative ».

En Albanie, les syndicats d'enseignants FSASH et SPASH ont organisé conjointement des évé-

nements au niveau municipal afin d'impliquer le plus grand nombre possible d'enseignants et de syndicalistes locaux. A l'occasion de l'un des événements qui se sont déroulés dans la capitale Tirana, le Ministre de l'Éducation et de la Science, Genc Pollo, a annoncé que le gouvernement envisageait de faire de l'éducation l'une de ses priorités majeures l'an prochain et qu'il comptait accroître l'investissement en particulier dans les secteurs du préprimaire et de l'enseignement primaire.

Aux Etats-Unis, l'*American Federation of Teachers* a exhorté le Congrès et l'administration Obama à faire des investissements conséquents dans l'éducation, notamment en ce qui concerne le recrutement et la rétention du personnel, tant au niveau national qu'à l'étranger, afin de garantir un avenir meilleur aux enfants et de restaurer la puissance économique du pays.

« De l'Argentine au Zimbabwe, les gouvernements du monde entier luttent contre la crise économique et il est crucial, aujourd'hui plus

que jamais, qu'ils renoncent aux réductions budgétaires dans le secteur de l'éducation car il s'agit-là d'une solution qui n'est que temporaire et qui aura des conséquences négatives à long terme, au détriment de nos enfants qui risquent de ne jamais pouvoir s'en remettre complètement », a déclaré Randi Weingarten, Présidente de l'AFT.

La *National Education Association* aux Etats-Unis a exprimé son inquiétude concernant les systèmes d'évaluation sélective dans les écoles américaines et a estimé qu'ils sont comparables à ceux pratiqués par les enseignants sud-africains. La cinéaste Molly Blank s'est intéressée au rôle de l'évaluation dans les écoles supérieure sud-africaines et, afin de marquer la Journée mondiale des enseignants, son film *Testing Hope* sera disponible en ligne du 5 au 9 octobre exclusivement à l'adresse [nea.org](http://nea.org).

Au Royaume-Uni, les membres du *National Union of Teachers* d'Angleterre et du Pays de Galles ont également boycotté les évaluations dans leurs écoles. III

## La paix, je la vis, je l'enseigne.

« La paix, je la vis, je l'enseigne ». Tel était le thème choisi par les enseignants et les élèves canadiens qui ont placé l'éducation pour la paix au cœur de leurs célébrations de la Journée mondiale des enseignants. Ils ont rencontré le dalaï-lama à Montréal, après qu'il ait fait

une présentation publique devant 600 futurs enseignants sur le thème de l'éducation, l'éthique et la religion. De gauche à droite: Heather MacIsaac, l'enseignante lauréate du concours de l'affiche de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants,

Mary-Lou Donnelly, présidente de la FCE, et le dalaï-lama tenant dans ses mains la boîte contenant les compositions écrites victorieuses sur l'éducation pour la paix des élèves du secondaire Emily, Daniel and Miguel. III



## Journée mondiale des enseignants

# Sur les blogs aussi, on célèbre les enseignants

Barbara Hoskins Sakamoto a enseigné l'anglais en tant que deuxième langue ou langue étrangère depuis plus de 20 ans à des étudiants de tous âges. Elle vit actuellement à Kitakyushu, au Japon, d'où elle blogue sur [www.teachingvillage.org](http://www.teachingvillage.org).

Elle écrit : « Je veux apprendre sur tout ce qui peut m'aider à m'améliorer en tant qu'enseignante. En ce moment, cela comprend apprendre à utiliser les outils du Web 2.0 et les mondes virtuels dans la salle de classe et pour mon perfectionnement professionnel, assimiler de nouvelles méthodes et techniques d'enseignement, essayer de suivre les recherches sur la façon dont les enfants apprennent. Heureusement, j'ai rencontré des amis généreux en ligne qui m'aident à apprendre. »

Voici quelques-unes de ses réflexions sur la Journée mondiale des enseignants 2009 :

Il y a enseignant et enseignant. Je respecte toute personne qui entre dans une classe, mais j'aime profondément les éducateurs pour qui enseigner est autant une vocation qu'un emploi.

Pourquoi ? Parce que lorsque ces enseignants partent en voyage, ils cherchent des façons de se servir de leur périple pour leurs étudiants. Qu'il s'agisse de ramener des magazines étrangers pour les classes de langues, ou des pièces de monnaie étrangères pour les cours de mathématiques, ou encore des cartes postales pour la géographie, ils recherchent toujours des moyens peu onéreux de rendre l'enseignement plus intéressant et pertinent...

Parce que ces enseignants transforment tout ce qu'ils touchent en une opportunité pour l'enseignement. Du jeu vidéo « World of Warcraft », ils ont pensé qu'il pourrait motiver les apprenants réticents. Face à « Second Life », ils se sont



© COT

Des élèves du primaire à Karachi, au Pakistan, montrent le poster de l'IE pour la Journée mondiale des enseignants.

écriés : « Chouette endroit pour enseigner ! Regardez le potentiel qu'il offre ! ». Ils ont découvert Skype et y ont vu une façon de mettre leurs étudiants en relation avec le reste du monde. Twitter est arrivé et ils se sont exclamés : « Quel super moyen d'échanger du matériel pédagogique ! »

Parce que ces enseignants luttent passionnément pour les idéaux de l'éducation : intégrer des technologies et refuser des technologies, abolir les examens standardisés et améliorer les examens standardisés, ouvrir les classes sur le monde et protéger les enfants du monde extérieur.

Mais en fin de compte, les enseignants s'attèlent à aider les étudiants à réussir, quelle que soit la réalité à laquelle ils sont confrontés.

Parce que ces enseignants lisent ce que je viens d'écrire et se demandent pourquoi je fais un tel plat de ce qu'ils font tous les jours... Parce qu'ils ne peuvent imaginer faire autre chose qu'enseigner.

Bonne Journée mondiale des enseignants !  
Merci d'être une source d'inspiration pour les enfants du monde. III



## Les enseignants enseignent ... et tweetent

Raul Pacheco-Vega est canadien, enseignant et chercheur en études environnementales ; il est également consultant en médias sociaux. Il a publié ses réflexions à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants sur son blog [www.hummingbird604.com](http://www.hummingbird604.com).

Mes deux parents ont été enseignants (enfin, plutôt professeurs) pendant plus longtemps que mon existence sur cette planète. Tous mes frères et moi-même avons enseigné. Deux de mes frères, ma maman et moi-même sommes titulaires d'un doctorat qui nous permet d'enseigner au niveau universitaire. Et ma tante L était enseignante au niveau élémentaire...

Enseigner n'est pas seulement dans mes gènes, c'est aussi dans mon sang, dans mon âme et c'est quelque chose que j'adore faire. J'ai enseigné à tous les niveaux (au collègue, au lycée et à tous les niveaux du cursus universitaire), j'ai enseigné dans différentes langues (principalement en espagnol et en anglais) et j'ai enseigné dans différents pays. J'ai enseigné des matières très variées...

La chose la plus importante est que j'enseigne parce que cela me passionne. J'adore façonner les processus cognitifs de mes étudiants. J'adore partager ce que j'ai appris. J'adore aider les gens à grandir et à apprendre...

A ma maman (qui est toujours professeur dans son université), à mes frères (tous deux chargés de cours dans des universités aux États-Unis), à mon ancien directeur de thèse et mes instructeurs, aux professeurs, et aux enseignants, à mes amis qui enseignent chacun dans leur pays respectifs, et à toute autre personne qui enseigne... Toutes mes félicitations.

Nous contribuons tous, d'une façon ou d'une autre, à faire grandir nos sociétés. III

Cette année, les internautes qui ont visité le site de la Journée mondiale des enseignants auront remarqué que, pour la première fois, nous avons intégré une fenêtre Twitter sur sa page d'accueil.

« Qu'est-ce que Twitter ? » s'étonneront probablement ceux et celles qui ne sont pas familiers de cet étrange terme.

En résumé, Twitter est un microblog mondial qui a révolutionné le mode de fonctionnement des réseaux sociaux, allant même jusqu'à menacer l'hégémonie du géant du Web 2.0, Facebook.

Sur Twitter, les utilisateurs peuvent publier un « tweet » de 140 caractères maximum à propos de n'importe quel sujet. Ils ont ainsi créé un nouveau vocabulaire à partir du verbe anglais « tweet » (gazouiller) : quelqu'un « tweete » en envoyant un « tweet » ; ils ont également inventé le mot bizarre de « twittereur » pour désigner une personne utilisant ce site de réseautage en ligne.

Les utilisateurs qui vous « suivent » verront vos tweets sur leur page Twitter. Si votre tweet leur plaît, ils peuvent décider de le relayer en le copiant intégralement, précédé d'un « RT » (il s'agit alors d'un « retweet »). Pour envoyer un tweet à un ami « twittereur », il vous suffit de publier votre message précédé d'un « @ » suivi de son nom d'utilisateur, comme « @eduint », qui est le nom d'utilisateur de l'Internationale de l'Éducation sur Twitter.

Si vous échangez des tweets sur un thème précis, vous pouvez « taguer » (baliser) la fin de votre message à l'aide d'un hashtag (#) suivi du sujet, par exemple, « #michaeljackson » ou « #roses ». De la même façon, vous pouvez rechercher tous les tweets qui traitent d'un sujet particulier en tapant un hashtag suivi du sujet dans la case de recherche de votre page Twitter.

La simplicité et la légèreté du site Twitter font qu'il est extrêmement facile d'intégrer ses fonctions à vos propres sites web et des

# twitter

applications Twitter ont été conçues pour toutes sortes d'appareils portables, donnant ainsi la possibilité de tweeter partout où vous allez. Sa simplicité et sa portabilité expliquent que sa popularité se soit envolée ces deux dernières années.

Cette année, nous avons voulu fournir un service aux enseignants et à leurs syndicats qui se servent de Twitter pour discuter de la Journée mondiale des enseignants. En utilisant le hashtag #wtd2009, nous avons publié une fenêtre Twitter ne reprenant que les tweets tagués portant sur le thème. Le succès a été immédiat ! Le 5 octobre, plus de 220 messages ont été envoyés, allant de salutations à l'attention de son enseignant préféré à des liens vers des articles de blogs sur la passion d'enseigner.

Sur Twitter, nous avons pu devenir amis avec de nombreux enseignants passionnés par leur profession et prendre note de leurs soucis quotidiens. À notre grande surprise, de nombreux enseignants partagent leurs méthodes et échangent du matériel d'enseignement, se soutenant les uns les autres, tout cela à travers Twitter ! III

INFO

Lisez tous les tweets sur la Journée mondiale des enseignants :  
[twitter.com/#search?q=%23wtd2009](https://twitter.com/#search?q=%23wtd2009).  
 Suivez l'IE sur Twitter: [twitter.com/eduint](https://twitter.com/eduint).

## Direction mondiale

# Le Président de l'IE démissionne après avoir été élu à un poste public fédéral

Susan Hopgood, enseignante et syndicaliste australienne, assume la présidence de l'Internationale de l'Éducation suite à la démission du Président de l'IE Thulas Nxesi, qui a été élu à l'Assemblée Nationale de la République d'Afrique du Sud.

Thulas Nxesi a déclaré aux participants de l'IE au cours de leur réunion d'automne qu'en tant que parlementaire, il devra consacrer tout son temps et toute son énergie à défendre ses électeurs et son parti, le Congrès National Africain. C'est pour cette raison qu'il a pris la décision difficile de démissionner de son poste de Président de l'IE, poste qu'il occupe depuis le Congrès mondial de Porto Alegre au Brésil et auquel il a été réélu en 2007 lors du Congrès de Berlin.

Les officiers de l'IE ont rendu hommage à Thulas Nxesi et ont précisé qu'il avait servi le mouvement syndical enseignant au niveau national et international avec énormément d'engouement et d'engagement. Son long passé d'activisme anti-apartheid a commencé dans le mouvement étudiant et a continué dans le mouvement syndical.

Né en 1959 au Cap Oriental, Thulas a obtenu son *Bachelor of Arts* (licence ès lettres) à l'Université de Fort Hare et son *Bachelor of Education* (licence dans le domaine de l'Éducation) à l'Université de Witwatersrand. En 1987 il a obtenu son diplôme supérieur en

Éducation à l'Université d'Afrique du Sud. Il a commencé sa carrière dans l'enseignement de la géographie au niveau secondaire supérieur à l'école Ikusasa à Tembisa et a ensuite été promu au poste de chef de la section des sciences sociales.

Thulas a été un des membres fondateurs du syndicat *National Education Union of South Africa* dont il est devenu Secrétaire Général. Il a ensuite dirigé ce syndicat lors des pourparlers pour l'unité qui ont conduit à la formation du *South African Democratic Teachers' Union* (SADTU), le premier syndicat d'enseignants non racial dans le pays. Depuis 1995, en tant que Secrétaire général, il a mené des grèves massives et des campagnes pour défendre les droits syndicaux des enseignants et une éducation de qualité pour tous.

« Il s'agit de la fin de ma carrière à l'IE, mais pas de la fin de notre amitié et de notre solidarité profondes », a déclaré Thulas. Il a tenu à remercier le personnel et les dirigeants politiques de l'IE : « Je vous rends hommage et vous présente toute ma grati-

tude pour votre soutien collectif, et je vous promets mon engagement continu pour les valeurs et les objectifs de l'Internationale de l'Éducation. Ce fut un réel plaisir et un honneur de travailler avec vous ».

Les membres du Bureau exécutif de l'IE ont voté à l'unanimité l'accession à la présidence de Susan Hopgood, qui a servi le plus longtemps comme Vice-présidente de l'IE, jusqu'au 6ème Congrès mondial qui se tiendra dans la ville du Cap en 2011.

Ancienne enseignante de mathématiques dans le niveau secondaire, Susan Hopgood a grimpé les échelons jusqu'à devenir une responsable nationale de l'*Australian Education Union*, syndicat qui regroupe 181.000 enseignants et travailleurs de l'éducation provenant d'écoles maternelles, primaires, secondaires et d'établissements d'enseignement professionnel dans le secteur public dans toute l'Australie. Elue secrétaire fédérale de ce syndicat en 2006, elle est la première femme à avoir obtenu ce poste.

© C. LENNON/IE



Eva Lis Sirén,  
Lärarförbundet/Suède



Reg Weaver,  
NEA/Etats-Unis



Irene Duncan Adanusa,  
GNAT/Ghana



S. Eswaran,  
AIPTF/Inde



Juçara Maria Dutra  
Vieira, CNTE/Brésil



© C. LENNON/IE

Graeme McCulloch, membre australien du Bureau exécutif de l'IE, offre un cadeau de départ au Président sortant de l'IE, Thulas Nxesi, sous le regard de la femme de ce dernier, Sesi, et sous les applaudissements de Susan Hopgood, la nouvelle Présidente de l'IE. D'autres membres du Bureau exécutif représentant chaque région du monde ont rendu hommage à Thulas et l'ont remercié pour sa contribution au développement de l'Internationale de l'Éducation.

« Susan apporte une expérience très riche à son nouveau poste », a déclaré Thulas Nxesi. « Nous avons de la chance de pouvoir compter sur des militants tels que Susan, qui possèdent les compétences et l'intégrité nécessaires pour être à la tête de l'IE »

Tout d'abord élue au Bureau exécutif de l'IE en 2001, Susan Hopgood a été membre de la Commission des Finances et du Comité de la promotion de la femme, et présidente du Comité des Statuts et Règlements. Elle a occupé la fonction de Vice-présidente du Comité régional Asie-Pacifique de l'IE de 2000 à 2006, et celle de Vice-présidente du Comité de l'Éducation du Pacifique de 1998 à 2006.

Ne limitant pas ses engagements au syndicalisme enseignant, Susan est également extrêmement active au sein du mouvement syndicaliste australien plus général. Elle as-

sume la fonction de Vice-présidente du Conseil Australien des Syndicats (ACTU) et est membre de plusieurs de ses comités.

S. Eswaran, membre du Bureau exécutif, a été élu pour remplacer Susan Hopgood comme Vice-président pour la région Asie-Pacifique. En tant que Secrétaire général de la *All-India Primary Teachers' Association*, il mène 2,3 millions de membres (voir pages 2-3).

« Après 50 années de service syndical ininterrompu, j'ai à présent l'opportunité de diriger au niveau mondial et de travailler à l'amélioration du développement professionnel et de la condition des enseignants », a-t-il expliqué. « Je suis tout particulièrement intéressé par la lutte contre le HIV/SIDA, la lutte contre le travail des enfants, les études de recherche, le renforcement des organisa-

tions au niveau régional et la coopération au développement. »

S. Eswaran a souligné trois directions futures que l'IE devrait suivre :

- ▶ Développer les actions de solidarité pour rendre les syndicats plus forts ;
- ▶ Mettre l'accent sur l'environnement et conscientiser la jeunesse ; et
- ▶ Faire de la parité hommes/femmes une réalité à l'IE, dans les écoles et dans la société.

Autres changements à l'IE: Haldis Holst, de l'*Union of Education Norway* (UEN), obtient le poste de Vice-présidente de l'IE pour l'Europe et Patrick Gonthier, de l'UNSA Education, en France, occupe un siège ouvert au sein du Bureau exécutif. ■■■

Invité

## Federico Mayor Zaragoza

« Nous avons la capacité d'obtenir le monde que nous désirons si nous avons le courage de prendre un nouveau départ. »

Le Président américain Barack Obama, au Caire, le 4 juin 2009.

# Oui, désormais un autre monde est possible



Homme politique, poète et scientifique espagnol, Federico Mayor Zaragoza a servi comme Directeur général de l'UNESCO pendant 12 années, à partir de 1987. Sous son égide, l'UNESCO a créé le programme Culture de la paix qui met l'accent sur l'éducation pour la paix, les droits humains et la démocratie entre autres thèmes. En 1994, Federico Mayor a contribué à faire du 5 octobre la date à laquelle est célébrée annuellement la Journée mondiale des enseignants.

Pour passer d'une époque de changements à un changement d'époque il est indispensable que la réaction de la société se produise, car elle ne peut pas rester impassible, spectatrice, témoin de ce qui se passe, mais elle doit participer activement. Seulement alors les gouvernements seront authentiquement démocratiques, agissant en vertu de la volonté majoritaire des citoyens, tout en écoutant et en respectant tous les avis. Je ne me lasse pas de répéter l'importance du fait que, à la fin de la terrible Deuxième guerre mondiale, les Nations Unies... aient décidé de faire débiter le préambule de leur Charte par ces mots : « Nous, peuples... résolu à préserver les générations futures du fléau de la guerre ». Il était clair que c'était les « peuples » qui devaient construire la paix au travers de leurs authentiques représentants et le faire en vertu de l'engagement suprême contracté envers les générations futures.

Toutefois, ce ne furent pas « les peuples », mais plutôt les Etats, nombre d'entre eux autoritaires, qui interprétèrent la Charte à leur façon; la coopération s'est vite changée en

exploitation, les aides en prêts, les valeurs universelles en lois du marché. Le fait de préparer la guerre pour assurer la paix a prévalu sur la construction d'une paix durable. Abandonnées progressivement par les grandes puissances, converties en agence humanitaire au lieu de constituer le cadre juridique et éthique à échelle supranationale, les Nations Unies ont vu leur rêve de démocratie planétaire se dissoudre dans des regroupements ploutocratiques (G7, G8, G20...) qui ont remplacé « Nous, les peuples... » par « Nous, les puissants ... ». La situation s'est détériorée progressivement et, au terme de la « guerre froide », une économie de guerre, soutenue par les grands producteurs de matériel de guerre, s'est consolidée jusqu'à atteindre, en l'an 2000, des investissements quotidiens de près de 3 milliards de dollars quand les morts pour cause de famine et de maladies à présent évitables se comptaient de 60 à 70 mille personnes chaque jour. Il n'existe pas la volonté politique, parmi les grandes puissances, de favoriser le développement endogène ou de garantir l'égalité de dignité de tous les êtres humains.

## « Le temps de la grande transition d'une culture de la force vers une culture du mot est venu. »

Et le panorama actuel constitue une honte collective, qui exige un changement aussi radical qu'urgent.

Ce changement est désormais possible car, au cours des dernières années, s'est produite une rapide « maturation » des capacités nécessaires pour que les anciens « sujets » deviennent des citoyens du monde et acquièrent une conscience globale. Par conséquent, ils ont la possibilité d'effectuer des comparaisons, base fondamentale de l'éthique. En outre, il y a eu augmentation du nombre de femmes occupant des charges publiques et dans les instances de prise de décision, et, enfin, nous pouvons participer à distance au travers des technologies de communication modernes (Internet, SMS...).

De par la « tension humaine » que produit la présente crise – économique, environnementale, alimentaire, énergétique, démocratique, éthique... – existe une opportunité extraordinaire de convertir en action la surprise et l'indignation ressentie par ceux qui réclamaient inutilement des fonds raisonnables pour éradiquer la faim ou le SIDA, et qui ont observé que les institutions qui ont ouvert les vannes financières pour le « sauvetage » sont celles-là mêmes qui, avec cupidité et irresponsabilité, ont conduit à cette situation de crise...

Il doit être observé que les racines de cette crise multiple se situent précisément dans la grossière erreur de remplacer les « principes démocratiques universels » de justice sociale, de solidarité, d'égalité... par les mécanismes du marché. Il en est résulté une inégalité économique grandissante, favorisant des remous sociaux et mettant en évidence l'insoutenable légèreté de la démocratie, pour paraphraser Kundera.

Il est désormais possible de renforcer la démocratie en vue d'accomplir le changement radical que représente le Président Obama parmi les dirigeants mondiaux: dialogue, collaboration, recherche constante de la paix à travers la justice et l'égalité dignité pour tous

les êtres humains. « Ensemble, a-t-il proclamé, nous pouvons. »

Cela est désormais possible, car il est devenu clair que le multilatéralisme est indispensable. Il ne s'agit pas de renforcer quelques-unes des institutions du Système, mais plutôt de les changer radicalement. Si nous nous limitons à seulement réformer nos institutions financières, ce serait comme si Roosevelt s'était arrêté à Bretton Woods.

En effet, dans 10 ou 12 ans, ce changement d'époque tant attendu pourra se produire, en passant d'une culture de force et de contrainte à une culture de dialogue, de conciliation, d'alliance et de paix. Le temps de la grande transition d'une culture de la force vers une culture du mot est venu.

Jusqu'à il y a peu, on a continué d'investir d'immenses sommes dans l'armement propre aux conflits armés conventionnels qui, depuis la guerre du Vietnam, est tombé en désuétude. L'Administration Bush a porté les dépenses militaires, à la fois les siennes et étrangères (celles des pays « alliés »), jusqu'à des limites invraisemblables. Mais à présent, heureusement – et voici un autre facteur important pour sortir de notre situation de crise actuelle – le Président Obama a décidé de se diriger vers le désarmement, en offrant un plan concret pour réduire les arsenaux, changer d'approche et freiner la prolifération des ogives nucléaires. Comme Obama l'a indiqué, « nous devons choisir entre des investissements destinés à maintenir la sécurité du peuple américain et d'autres servant à enrichir une entreprise industrielle ou un grand entrepreneur ».

Il est désormais possible, en renforçant le système multilatéral et en éliminant immédiatement les paradis fiscaux (en faisant finalement comparaître devant les tribunaux les délinquants qui se livrent au trafic d'armes, de drogues, de brevets, de capitaux et d'êtres humains), de remplacer partiellement les investissements dans l'armements par des investissements dans le développement global

durable : les énergies renouvelables, la production d'aliments (agriculture, aquaculture et biotechnologie), obtention et conduite d'eau, santé, transports, logement... C'est seulement ainsi que seront évités les bouillons de culture qui créent des flux migratoires de personnes désespérées et de violence.

Cela est désormais possible, mû par le sentiment intime que, une fois pour toutes, la main levée doit laisser la place à la main tendue. Les mots clés sont « implication » et « partage ».

J'ai la certitude que, actuellement, une grande majorité de citoyens occupant un emploi contribueraient à un Fonds volontaire de solidarité sociale. Ce que nous ne pouvons pas nous permettre de faire est de toujours penser que les problèmes – auxquels nous avons contribué en bonne partie de par notre silence et notre inaction – seront résolus par ceux qui n'ont pas su enrayer des systèmes basés sur la déréglementation et la spéculation.

« Tous les êtres humains sont égaux en dignité » : telle est la clé – si lucidement établie dans la Constitution de l'UNESCO et dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme – pour entrer dans une nouvelle ère. Tous les êtres humains capables de créer, d'imaginer, d'inventer et d'entreprendre ce nouveau commencement, en étant conscients que nous disposons des capacités et de la volonté requises. Et puis, contrairement à ceux qui restent attachés dans le passé et à leurs privilèges, contrairement aux sceptiques et aux pusillanimes, nous amorceront le changement que nous désirons, vers cet autre monde de nos rêves. Avec sérénité, car nous savons que nous pouvons le faire. Comme l'a si joliment exprimé Álvaro Cunqueiro: « L'oiseau chante même si la branche craque, parce qu'il connaît la force de ses ailes ». III

Cet article était publié dans le journal *El País* et est republié ici sous une forme quelque peu abrégée avec la permission de l'auteur.

## Levez la main pour l'éducation !

# Les syndicats d'enseignants combattent la crise économique

Par Angele Attard et Monique Fouilhoux

Quelles que soient les bonnes ou les mauvaises nouvelles que les médias nous relatent à propos de la crise, l'éducation souffre toujours des mesures prises depuis le début de la crise économique et financière mondiale. Ces dernières ont un impact sur les enseignants et les syndicats d'enseignants à tous les niveaux de l'éducation.

L'Internationale de l'Éducation mène une campagne sur la crise depuis mars 2009 et travaille sans relâche à la combattre dans toutes les régions du globe. En particulier, un séminaire de haut niveau organisé en septembre à l'intention des dirigeants des syndicats d'enseignants d'Europe centrale et de l'est et d'Asie centrale a généré des résultats très utiles sous la forme d'une stratégie permettant aux syndicats d'enseignants de ces régions de lutter contre la crise. Bien que tous ses éléments ne soient pas applicables au plan mondial, elle n'en demeure pas moins utile pour nous aider dans notre travail syndical en ces temps de crise. Cette stratégie n'est qu'une petite partie de la campagne de l'IE « Levez la main pour l'éducation », laquelle comprend des fiches d'informations, les textes de discours prononcés et un dossier de presse, l'analyse de deux enquêtes menées par l'IE portant sur l'impact de la crise économique sur l'éducation, un contrôle permanent et une pression exercés au plan international. Toutes les ressources pour cette campagne sont disponibles à [www.ei-ie.org/handsup](http://www.ei-ie.org/handsup).

### Contexte

Deux jours de discussions en plénière et en groupes ont permis de faire émerger de bons exemples pratiques de négociation en temps de crise, ainsi qu'une discussion sur l'impact de la crise dans la région. Un projet de stratégie a ensuite été élaboré par le Secrétariat de l'IE et a

été présenté aux participants du séminaire, qui ont alors contribué à l'élaboration d'une stratégie finale. Il s'agit du résultat le plus concret à ce jour de la campagne « Levez la main pour l'éducation », à laquelle les syndicats membres ont contribué de façon constructive. Nous croyons que cette campagne va s'avérer un outil utile pour les syndicats d'enseignants en temps de crise.

### Pourquoi avons-nous besoin d'une nouvelle stratégie?

Les conditions d'enseignement et d'apprentissage varient considérablement à travers le monde. Les conditions de travail médiocres et les rémunérations inadéquates sont des problèmes que l'on affrontait quotidiennement avant les débuts de la crise financière et économique mondiale. Avec la crise, la situation s'est aggravée de manière plus ou moins importante à travers la planète. Un certain nombre d'enseignants et de professeurs d'université ont dû augmenter leurs heures de travail, sont confrontés à des classes plus nombreuses, à des réductions de salaire ou de retraite, à une diminution des avantages sociaux, ainsi qu'à des licenciements, entre autres événements de même type. Avec la réduction des budgets de l'éducation, les enseignants et enseignantes ne sont pas les seuls à subir les conséquences de cette crise. En effet, les élèves et les nouvelles générations ressentiront également les répercussions de la crise au cours des prochaines années.

C'est pourquoi nous menons notre mission syndicale en recourant à des recettes qui ont fait leurs preuves de négociation et de représentation de nos enseignant(e)s et universitaires. Alors pourquoi avons-nous besoin d'une nouvelle stratégie? Parce que nous devons faire face à des menaces sans précédent.

Cette stratégie permet de se concentrer sur le travail même des syndicats d'enseignants. Elle vise surtout à partager les bonnes pratiques entre les dirigeants des syndicats d'enseignants. Elle nous incite ainsi à penser à des méthodes qui ont fonctionné chez les autres, mais que nous n'avons pas encore tentées. Cette stratégie entend renforcer les enseignant(e)s ainsi que les syndicats d'enseignants. L'objectif est de protéger la condition et les droits des enseignants en plaidant le fait que l'éducation est la clé pour sortir de la crise. Elle peut se révéler utile pour le travail des syndicats aux niveaux international, régional, national et local, et pourra être davantage développée dans ces contextes.

### Le rôle des syndicats

La crise financière s'est accentuée par le déséquilibre entre le pouvoir de négociation des employés et celui des employeurs, qui a ensuite engendré une crise économique encore plus grave. Afin de surmonter cette crise, les syndicats ont ainsi besoin de renforcer leurs pouvoirs de négociation afin de combler ce déséquilibre entre les deux parties. Les bonnes pratiques au niveau international doivent être étendues à tous les niveaux de notre travail.

En juillet, l'Organisation internationale du Travail a adopté un pacte tripartite pour l'emploi intitulé Programme pour la reprise mondiale. Ce dernier implique les gouvernements, les syndicats et le patronat et explicite le rôle clé des syndicats. Ceci doit constituer un moteur vital pour conduire notre action. Dans les cas où les syndicats ont été impliqués dans la mise en place de solutions à la crise, ceci a permis d'inclure la dimension sociale dans les politiques et les mesures de réponse à la crise. À cet égard, notre rôle est clair.

« **Licencier des milliers de membres du personnel qui apportent l'éducation est déplorable quelque soit le moment. Lors d'une récession, il s'agit d'une sorte de vandalisme académique de la part des employeurs et du gouvernement. Tandis que la demande d'apprentissage grimpe en flèche, les universités et les établissements d'enseignement supérieur ont besoin de plus de personnel, pas de moins. Agissez pour défendre les emplois, pour défendre l'éducation.** »

— Sally Hunt, Secrétaire générale, *University and College Union*, R.-U.

Les syndicats ont des forces particulières. En général, les syndicats ont un point de vue spécifique sur les effets sociaux de la politique économique et ont la capacité de faire des contre-propositions aux mesures gouvernementales, sur la base de leurs propres recherches. En tant que syndicats d'enseignants, nous avons notre propre opinion au regard de l'impact de la politique économique sur l'éducation et nous sommes capables de connaître les points de vue des affiliés luttant en première ligne en faveur de l'éducation. En tant que syndicalistes, nous sommes capables d'expliquer des concepts complexes dans la langue de tous les jours et nous pouvons engager les éducateurs dans des débats sur les solutions éventuelles à l'impact de la crise.

### Expliquons clairement aux gouvernements le but de notre combat !

Il est nécessaire que nous exposions clairement à nos gouvernements les objectifs de notre lutte. L'accès équitable à une éducation de haute qualité constitue l'un de ces objectifs, en lien avec les objectifs sociétaux et les conditions de travail. Ce dernier peut être mis en avant en plaidant en faveur d'une bonne formation des enseignants, en luttant contre la privatisation des écoles publiques si nécessaire (pour que la privatisation ne devienne pas la réponse à la crise), et en promouvant la valeur de l'enseignement public. L'importance générale de l'investissement dans l'éducation à long terme représente un autre objectif. Il doit être utilisé en toile de fond de l'argumentation en faveur de l'augmentation ou du maintien des salaires des enseignant(e)s. Cet objectif doit également servir de contexte dans la lutte contre les réfor-

mes des retraites et la protection des droits de retraite des enseignants.

Accroître le degré d'importance du dialogue social constitue un objectif supplémentaire. Sans cela, la dimension humaine de la régénération post-crise risque d'être perdue, et l'éducation deviendra le coût de la crise plutôt que la solution clé. Cela aura un impact dévastateur à travers toute la planète. C'est pourquoi il est nécessaire que nous fassions pression sur les gouvernements afin de mettre en place une stratégie claire en vue de sortir de la crise, et que l'éducation fasse partie de la solution. A cet égard, nous devons souligner que toutes les mesures de crise négatives (telles que les réductions budgétaires) doivent être compensées par un engagement en faveur d'un investissement futur et de la réintégration de salaires intégraux, ou d'une compensation pour les baisses de salaires des enseignants. Nous devons également établir une politique claire pour ce qui est des valeurs démocratiques véhiculées par l'enseignement public et des responsabilités au sens large des gouvernements envers leurs citoyens les plus jeunes. Si, comme les hommes politiques le disent souvent, les enfants représentent notre futur et constituent l'atout majeur de notre société, pourquoi les gouvernements ont-ils tendance à chercher des moyens toujours moins coûteux pour leur éducation ? La croissance économique de l'ère post-industrielle doit être basée sur l'intellect et la connaissance, et l'accès équitable à l'éducation constitue un élément essentiel de la stabilité sociale. En tant que syndicats, nos objectifs et notre plaidoyer peuvent également s'étendre au delà du simple domaine de l'éducation, en traitant de problèmes tels que la privatisation et le chômage dans d'autres secteurs, dans le cadre du mouvement du service public contre la crise.

### Repensons les différents moyens de négociation !

Repensons la façon dont nous négocions avec nos employeurs. Premièrement, en termes de délai : Nous pouvons négocier en faveur d'une augmentation ou d'une compensation de salaire pouvant prendre effet après la crise, lorsqu'un certain niveau de croissance aura été atteint. Deuxièmement, en termes de collaboration avec d'autres syndicats et syndicats d'enseignants, nous devons présenter un front uni de syndicats et syndicats d'enseignants, de façon que le gouvernement ne puisse pas monter les syndicats les uns contre les autres. Troisièmement, en termes de position d'influence, les dirigeants syndicaux qui sont membres d'organismes officiels au sein d'organes gouvernementaux doivent utiliser leur position pour faire pression. Quatrièmement, en termes d'action industrielle, nous pouvons simplement recourir à la menace d'action industrielle sans nécessairement entrer en grève.

Nous devons découvrir ce que veulent les gouvernements et exposer clairement nos exigences. Dans ce contexte, il est important de connaître les arguments avancés par les gouvernements lors des réductions des budgets publics ou des salaires, et nous devons nous tenir prêts à argumenter contre chacune d'entre elles. Les recherches effectuées sur les questions connexes pourraient se révéler inestimables pour renforcer nos arguments. Sur cette base, en tant que syndicats d'enseignants, nous devons également soumettre des propositions alternatives. Ensuite, il nous appartient de répondre promptement aux changements de situation dans notre pays, étant donné que les développements se produisent généralement d'un jour sur l'autre. Jouons bien avec les décideurs politiques! Pour faire pression, nous devons choisir le

moment politique opportun, tel que la période pré-électorale, favorisant l'engagement envers des réformes positives après la période électorale. Nous ne devons pas prendre parti. Plutôt que de former des alliances politiques, il est plus judicieux de demeurer en marge des controverses politiques. Nous devons également être attentifs aux erreurs des gouvernements et les rappeler à l'ordre s'ils tentent d'invoquer la crise comme excuse à leurs erreurs. Enfin, dans le cadre de nos négociations, il est crucial d'obtenir des résultats contraignants, tels que des accords collectifs ou une législation.

### Associations anciennes et nouvelles tactiques !

Dans le cadre de nos tentatives de pression sur les gouvernements, nombreux sont ceux qui ont tenté des mesures qui ont fait leurs preuves. Nous pouvons interagir avec le grand public par le biais des médias en organisant

des conférences de presse, en publiant des communiqués et en aidant les élèves, les parents et d'autres alliés à s'exprimer. Nous pouvons obtenir un soutien international, faire systématiquement pression à chaque niveau (local, national) et participer aux grèves de solidarité avec d'autres secteurs.

Nous pouvons également recourir à de nouvelles tactiques telles que les collaborations bilatérales ou multilatérales avec les syndicats à l'étranger ; travailler avec autant de partis politiques que possible ; et développer des capacités de recherche avec des chercheurs, du personnel de l'enseignement supérieur ou des syndicats de l'enseignement supérieur. Nous pouvons organiser de grandes manifestations sous la forme de grèves générales afin de montrer notre force en nombre. Nous pouvons également travailler en étroite collaboration avec des partenaires tels que les syndicats d'étudiants, les associations de parents, les syndicats généraux, les administrations scolaires et les institutions d'enseignement supérieur, de

même que les associations ou les regroupements professionnels d'enseignants et les ONG œuvrant dans le domaine de l'éducation.

### Collaborons mondialement, agissons localement !

La campagne de l'IE « Levez la main pour l'éducation » comprend un certain nombre d'éléments, dont le plaidoyer à l'échelle internationale dans le but d'agir à un niveau local également. Il s'agit d'un élément clé de notre travail dans le cadre de la Campagne 1Goal visant à impliquer les joueurs de football, les élèves, les enseignants et la société civile dans le soutien à l'éducation préalablement au coup d'envoi de la Coupe du monde en Afrique du Sud l'an prochain. Une autre ressource utile est le kit pédagogique sur le financement de l'éducation élaboré par l'IE et ActionAid. Prenons part ensemble à la solution mondiale pour sortir de la crise ! Inclure les liens vers la campagne 1goal et le kit pédagogique III

## Droits humains et syndicaux

# AAU pour les îles Fidji

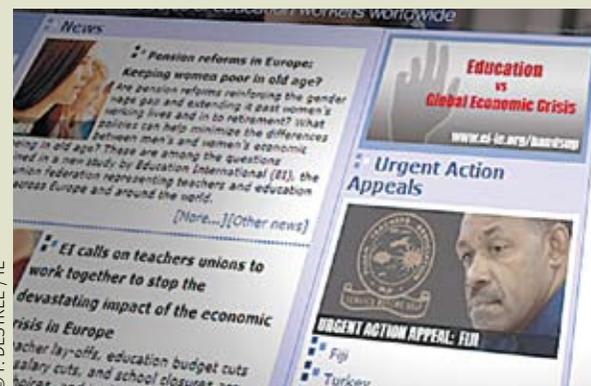
L'IE a lancé un appel d'action urgente le 3 septembre pour protester contre le licenciement de Tevita Koroï, Président de la *Fijian Teachers' Association* (FTA) et Président du Comité de l'éducation du Pacifique (COPE). Tevita Koroï a été démis de ses fonctions de directeur d'établissement par la Commission des services publics de Fidji au cours du mois d'avril dernier pour avoir prétendument enfreint le code de conduite des services publics de Fidji. L'accusation s'est appuyée sur une déclaration de Tevita Koroï faite en décembre 2008, en sa qualité de dirigeant syndical, appelant à une campagne coordonnée pour le retour de la démocratie parlementaire à Fidji.

Fidji est actuellement dirigée par un gouvernement provisoire suite au coup d'État militaire de 2006 mené par le Commodore Voreque Bainimarama, qui a renversé le gouvernement démocratiquement élu. Le Commodore Bainimarama est actuellement Premier Ministre par intérim. L'autre organisation d'enseignants, le *Fiji Teachers Union* (FTU), de même que la cen-

trale syndicale, le *Fiji Islands Council of Trade Unions* (FICTU), ont apporté leur soutien à la FTA et à son président.

L'IE déplore le renvoi de M. Koroï pour avoir exercé ses droits légitimes en tant que syndicaliste, reconnus par la Constitution fidjienne, par la législation nationale sur les relations professionnelles et par l'Organisation internationale du Travail qui déclare que « la liberté d'expression dont devraient jouir les organisations syndicales et leurs dirigeants devrait également être garantie lorsque ceux-ci veulent formuler des critiques à l'égard de la politique économique et sociale du gouvernement ».

L'IE considère que ce licenciement est un acte délibéré visant à entraver les activités de la FTA, constituant une violation de la liberté d'expression de Tevita Koroï et de la liberté d'association de la FTA. Dans un récent message à l'IE, Joeli Nabuka, Responsable administratif principal de la FTA, exprime sa gratitude à l'IE et aux affiliés



© F. DESTRIÉE / IE

qui ont déjà signé la pétition : « Un tel soutien nous apporté une joie immense et du courage, et sera en effet reçu très positivement et encouragé par nos membres ». III

INFO

Merci de soutenir la FTA en signant l'appel en ligne à [www.ei-ie.org/\\_fidji](http://www.ei-ie.org/_fidji).

## COP 15

# Les enseignants agissent pour un monde durable

Par Fred van Leeuwen

Alors que des milliers de scientifiques, d'environnementalistes, de journalistes, de décideurs politiques et de dirigeants politiques se préparent en vue de COP 15, la cruciale Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui se tiendra à Copenhague en décembre, les enseignants et les syndicalistes se mobilisent également pour garantir qu'un nouvel accord fort sera conclu.

L'IE a pris des positions novatrices sur le rôle essentiel du corps enseignant et de ses syndicats dans l'établissement d'économies durables et de communautés florissantes. Au sein de l'IE, nous avons toujours été convaincus que l'éducation peut ouvrir la voie vers une nouvelle société écologique. Nous soutenons fermement le processus alors que des négociateurs internationaux continuent de travailler à un nouvel accord post-Kyoto visant à limiter les gaz à effet de serre et à atténuer les effets désastreux du changement climatique.

Lors d'un récent sommet, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a annoncé à un parterre de plus de cent chefs d'Etat que le changement climatique était le principal problème géopolitique et économique du 21ème siècle. « Le changement climatique réécrit l'équation mondiale entre développement, paix et prospérité. Il augmentera la pression sur l'eau, l'alimentation et les terres... renversera des années d'acquis en matière de développement... accentuera la pauvreté... déstabilisera des Etats fragiles et renversera des gouvernements », a-t-il déclaré. Résoudre les crises climatologique et économique requiert une coopération sans précédent et une direction énergique de la part des gouvernements du monde, ainsi que

© 350.ORG



Les élèves d'une école primaire en Inde transmettent le message aux dirigeants mondiaux qu'un nouvel accord sur le climat est à présent nécessaire. Il s'agit de l'un des 4.600 événements qui ont eu lieu à travers le monde le 24 octobre.

le soutien actif de nombreux acteurs sociaux, y compris le mouvement syndical international dont la position unique rend la participation indispensable au combat pour sauver l'environnement.

Déjà fortement engagés, les syndicalistes enseignants feront tout leur possible pour aider à trouver des solutions. Dans le secteur de l'enseignement supérieur, des chercheurs travaillent sans relâche à trouver de nouvelles façons d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre. D'autres enseignants disposent de compétences différentes et travaillent à la pérennité économique et à la relance économique internationale.

Rédiger un programme scolaire écologique, recycler à l'école, partager du matériel d'apprentissage respectueux de l'environnement, planter des jardins communautaires, composter dans la cour de l'école, aider les enfants à mettre en place des projets scientifiques d'économie d'énergie, nettoyer l'habitat local, mettre en place des associations d'initiation à l'environnement, offrir un perfectionnement professionnel qui soit bon pour la population et la planète...

Toutes ces initiatives illustrent clairement ce que tout le monde sait depuis longtemps, à savoir que les peuples ont bien souvent une longueur d'avance sur le monde politique. En matière de changement climatique, les éducateurs publics sont souvent à l'avant-garde, à la fois dans leurs salles de classes et

dans leurs syndicats. Grâce à des enseignants dévoués et à des syndicats de l'éducation progressistes, les enfants et les jeunes gens à travers le monde apprennent de nouvelles façons d'envisager leur relation avec la nature et avec les autres.

Mais des actions radicales sont requises, non seulement de la part des individus et des syndicats, mais aussi de la part des gouvernements qui se sont engagés à investir dans des services publics de qualité, y compris l'éducation, la santé et l'eau, en tant que bases pour des économies durables.

L'IE et ses organisations affiliées insistent pour que le changement climatique soit effectivement une question syndicale. Les syndicats de l'éducation commencent à négocier collectivement des mesures visant à réduire l'empreinte écologique de leurs écoles et institutions. Certaines organisations membres recrutent déjà des représentants responsables de l'environnement qui assureront la promotion de politiques et de pratiques ayant un effet positif sur l'environnement.

Il n'est jamais aisé de changer. Mais en ces temps de crises mondiales multiples, il est plus important que jamais que nous travaillions dans un esprit de bonne volonté collective et de solidarité afin d'établir un nouvel accord pour atténuer le changement climatique. Les éducateurs espèrent et sont convaincus que Copenhague 2009 sera un rendez-vous historique. III

## Réseau des droits syndicaux

# Plus de droits, moins de violations

Par Dominique Marlet

**Les enseignants d'Asie du Sud-Est, confrontés à des violations de leurs droits syndicaux, jouissent désormais d'une nouvelle ligne de défense et d'une nouvelle source de solidarité.**

Le Réseau des droits syndicaux (TURN) de l'IE a réellement pris son envol depuis que les représentants d'organisations membres au Cambodge, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande ont accepté de mettre en place un réseau électronique destiné au partage d'informations et à l'entraide mutuelle. Le groupe de discussion en ligne TURN a été créé lors d'une conférence sous-régionale à Manille, Philippines.

Le projet TURN, qui bénéficie du soutien financier du bureau ACTRAV de l'OIT et de la Fondation Friedrich Ebert (FES), propose de doter les enseignants syndicalistes des outils et compétences permettant de promouvoir et défendre les droits syndicaux, influencer la politique publique, améliorer les cadres juridiques au sein desquels ils opèrent et mettre en place des réseaux de solidarité afin de se démarquer dans leurs pays respectifs.

Treize syndicats de cinq pays participent au projet TURN. Il s'agit de : CITA au Cambodge ; PGRI et FESDIKARI en Indonésie ; MAE, NUTP et STU-Sarawak en Malaisie ; NATOW, ACT, TOPPS et FFW aux Philippines ; et NTTU et PSTAT en Thaïlande.

Dans ces pays où le mouvement syndical est fragmenté et où la plupart des initiatives gouvernementales sont pilotées par les entreprises, les organisations d'enseignants ont concentré leurs efforts sur la liberté d'association en se tournant vers les membres potentiels.

Les enseignants militants présents à la conférence de Manille ont échangé des informations sur leurs réalisations respectives :

Le géant syndicaliste indonésien PGRI a mobilisé une partie de son effectif d'1,8 million de membres et mené une campagne massive pour le maintien de l'exigence constitutionnelle établissant que 20 % des budgets national et local doivent être alloués à l'éducation. Forts du soutien des médias et de la société civile, les membres de PGRI ont vaincu. Leur réussite a inspiré les syndicalistes thaïs, qui ont reconnu qu'il n'est pas dans leur culture de demander la dignité et le respect et de défier le gouvernement.

### Le modèle du TURN pourrait, à l'avenir, être développé dans d'autres régions du monde pour permettre aux organisations membres d'évaluer leurs droits syndicaux.

Au Cambodge, l'association des enseignants indépendants, la CITA, opère sous la surveillance et le harcèlement constants des autorités. Elle est malgré tout parvenue à recruter plus de 8.000 nouveaux membres en un an. Le syndicat a également réussi à imposer une hausse de salaire de 20 % pour les enseignants. Les syndicats philippins sont eux aussi parvenus à imposer des augmentations majeures de salaire pour les enseignants.

Les syndicalistes enseignants de Malaisie ont fait beaucoup d'envie en créant avec

succès un système de retenues, qui garantit un revenu régulier aux organisations d'enseignants.

Le TURN a été lancé en 2008 et la première année a été consacrée à la formation des représentants des 13 organisations membres en matière de normes internationales du travail, des mécanismes de supervision, des procédures internationales de dépôt de plaintes, de l'information et de la sensibilisation. Les participants devront dispenser des formations similaires dans leurs propres syndicats en vue de former une cohorte de partisans qualifiés en matière de droits syndicaux.

La prochaine étape est la mise en réseau. Toutes les organisations d'enseignants partageront informations, expériences et bonnes pratiques, et apporteront également un soutien coordonné au travers du réseau électronique. L'amélioration de la collecte des données permettra de signaler davantage de violations, augmentant ainsi la pression que les syndicats peuvent exercer sur les gouvernements pour faire appliquer en intégralité, sur le plan légal comme pratique, les droits à la liberté d'association et la négociation collective.

Le modèle du TURN pourrait, à l'avenir, être développé dans d'autres régions du monde pour permettre aux organisations membres d'évaluer leurs droits syndicaux, faire entendre leur voix et promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance et la justice sociale. ■■■

# Les enseignants en première ligne contre la pandémie de grippe

Le H1N1, souvent appelé «grippe porcine», est apparu au Mexique en avril dernier et constitue à présent le principal virus grippal circulant dans les hémisphères, d'après l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Il produit généralement des symptômes légers, mais les femmes enceintes et les personnes sous suivi médical courent de plus grands risques.

Le site web [www.flucount.org](http://www.flucount.org) rapporte que 6.600 personnes sont décédées à travers le monde, parmi les 600.000 cas confirmés par des laboratoires d'infections par le H1N1. Les estimations de l'OMS sont toutefois moins élevées.

Les Ministères de l'Éducation partout dans le monde ont été confrontés à la question de savoir s'il fallait ou non fermer les écoles afin de réduire l'impact de la pandémie.

Dans la plupart des cas, les fermetures d'école sont décidées par les autorités locales, plutôt que par les autorités nationales. Le Mexique a été l'exception, qui a requis en mai la fermeture des écoles pendant deux semaines au plan national.

L'OMS explique qu'il n'est utile de fermer les écoles pour ralentir la propagation de la grippe porcine qu'au moment où le nombre des cas commence à augmenter rapidement.

« La fermeture d'école est la plus bénéfique lorsque les écoles sont fermées très tôt lors d'une recrudescence des cas, idéalement avant qu'un pour cent de la population ne soit tombé malade », indique l'agence des Nations Unies chargée de la santé dans une déclaration apportant des conseils à ses 193 États membres. « Sous des conditions idéales, la fermeture d'école peut réduire d'environ 30 à 50 pour cent la demande en soins de santé au moment du pic de la pandémie. »

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site web de l'Organisation mondiale de la Santé:

[www.who.int/csr/disease/swineflu/fr](http://www.who.int/csr/disease/swineflu/fr).



© REPORTERS

Comme ses collègues professionnels à travers le monde, cette enseignante aide ses élèves à en apprendre plus sur le virus grippal H1N1 et les règles sanitaires simples qui peuvent les protéger de toute infection.

## Amérique latine

# Les syndicats d'enseignants doivent faire face à des crises politique et économique



© REPORTERS

Depuis le coup d'Etat militaire de juin dernier, les enseignants du Honduras ont pris les rues d'assaut pour demander le retour à la règle de droit constitutionnelle et au processus démocratique. En conséquence de quoi ils ont du affronter une sévère répression.

La crainte d'un retour à la dictature et à la violence politique au Honduras aggrave la profonde crise économique que traversent les pays d'Amérique latine.

« L'IE a adopté une position claire contre le coup d'Etat militaire au Honduras », a déclaré le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, devant les délégués lors de la

conférence régionale pour l'Amérique latine de l'IE à Sao Paulo, au Brésil.

« Nous ne pouvons pas permettre un retour en arrière, un retour à une dictature d'aucune sorte. L'histoire montre que l'extrémisme et la démagogie sous toutes leurs formes, qu'ils soient de droite ou de gauche, conduisent à une situation de crise ».

Dans son allocution d'ouverture, Fred van Leeuwen a souligné qu'il y a un an, certains observateurs pensaient que les pays du Sud avaient réussi à se « découpler » de la crise financière qui s'abattait sur l'Amérique du Nord et sur l'Europe. Aujourd'hui, toutefois, un grand nombre de pays latino-américains ont à faire face au spectre d'un chômage en

## Honduras

# Des enseignants tués lors du coup d'Etat

hausse en raison de la fonte des recettes fiscales, de la diminution des transferts en provenance d'Amérique du Nord et de l'arrêt des flux d'investissement.

Le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes sont plus touchés que l'Amérique du Sud en raison de leur dépendance vis-à-vis de l'économie américaine. Au Honduras, les transferts en provenance des membres de la famille résidant à l'étranger représentent 26 pourcent du PIB. Au Mexique, ces transferts ont chuté de 12 pourcent en janvier 2009. Mais les enseignants savent parfaitement que l'on ne peut pas analyser la crise économique et financière isolément. La crise alimentaire, le changement climatique et la pandémie du VIH/SIDA frappent toutes les sociétés, a observé Fred van Leeuwen.

### L'histoire montre que l'extrémisme et la démagogie sous toutes leurs formes, qu'ils soient de droite ou de gauche, conduisent à une situation de crise

« Et qu'est-ce qui se cache derrière la crise actuelle? Au cours des dix-huit prochains mois, la région connaîtra dix processus électoraux qui pourraient modifier le paysage politique. Après être sortie de longues années de dictature militaire, les risques d'y retomber sont toujours élevés », a-t-il ajouté. Dans le même temps, les pays d'Amérique latine sont passés à l'avant-plan sur la scène mondiale. Le Président brésilien Lula est considéré comme étant « l'une des figures incontournables pour parvenir à une reprise mondiale durable et équitable. L'Argentine joue également un rôle majeur après s'être opposée avec succès au FMI il y a trois ans et elle propose une alternative aux modèles néolibéraux ».

« Mais nous savons tous qu'il y a loin de la parole au geste », a poursuivi Fred van Leeuwen. « Il existe une contradiction manifeste entre les appels de la direction du FMI à une relance soutenue par le secteur public et les limites budgétaires – y compris les limites salariales du secteur public – imposées aux pays par les conditions du FMI. » ■■■

Quatre enseignants ont été tués depuis le coup d'Etat militaire du 28 juin contre le Président démocratiquement élu du Honduras, Manuel Zelaya. Les organisations membres de l'IE sur place font état d'une répression continue de la part de l'armée et de la police.

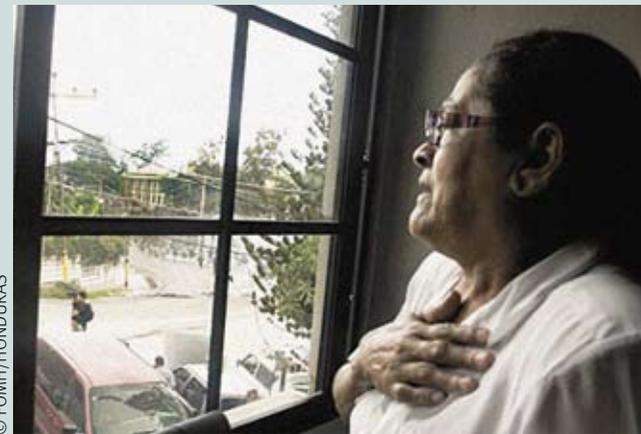
La Fédération des organisations d'enseignants du Honduras (FOHM) représente 52.000 enseignants à travers ce petit pays d'Amérique centrale. La FOHM rapporte quatre morts dans la profession enseignante suite à la répression consécutive au coup d'Etat.

Roger Abraham Vallejo Soriano, enseignant du primaire de 38 ans et membre du syndicat COPEMH, a été abattu d'une balle dans la tête par les forces de sécurité le 30 juillet lors d'une manifestation. Il est décédé le jour suivant.

Un autre enseignant et membre du COPRUMH, Martín Florencio Rivera a été poignardé à 27 reprises alors qu'il quittait la veillée funèbre organisée à la mémoire de Roger Vallejo.

Saturnino Sanchez, le Président d'une autre organisation membre de l'IE, le COLPROSUMAH, a également été roué de coups.

Felix Murillo López, âgé de 36 ans et membre du COPEMH, est décédé le 17 septembre, Journée nationale des enseignants, après avoir été renversé par un véhicule qui a ensuite pris la fuite, alors qu'il était à vélo. Il a été déclaré mort à son arrivée à l'hôpital de Tegucigalpa. Suspectant que l'accident puisse bien avoir été intentionnel, la police a lancé une enquête, car Felix Murillo avait apporté des preuves en tant que témoin clé du meurtre de Roger Vallejo. Le Président du COPEMH, Eulogio Chávez, a indiqué à la presse que Felix Murillo avait reçu des menaces suite à sa participation aux actions de protestation qui sont menées depuis le coup d'Etat militaire. Il était activement engagé dans la Résistance et, en sa qualité de membre du Comité pour la sécurité et la discipline, il se trouvait souvent en tête des manifestations.



© FOHM/HONDURAS

Des temps difficiles: avec quatre enseignants déjà morts, les familles et les amis s'inquiètent de ce que ceux qu'ils aiment pourraient être les prochains à payer le prix ultime pour leur engagement syndical.

Le dernier nom en date à ajouter à cette liste est celui de Mario Fidel Contreras. D'après des sources sur Internet, l'enseignant de 50 ans est mort à octobre à Tegucigalpa après avoir été abattu d'une balle dans la tête. Le régime de facto nie toute responsabilité, arguant que Mario Contreras avait été abattu par un criminel inconnu.

Rosario Avila, coordinatrice du Comité national de prévention du VIH/SIDA de la FOHM au Honduras, a dénoncé la récente recrudescence de la violence: « La répression ne fait que s'accroître. Ils ont supprimé les garanties constitutionnelles pour la liberté d'expression et le droit de circuler librement. »

Elle a ajouté que « plusieurs membres du COLPROSUMAH et du COPEMH ont été blessés, certains ont été mis en prison pour n'être libérés que plusieurs heures plus tard ».

Un couvre-feu de 12 heures de nuit est actuellement en vigueur dans de nombreuses villes du pays, particulièrement dans le Sud, restreignant sévèrement le droit des syndicats à la liberté d'organisation et de réunion. ■■■

## Première Conférence mondiale des femmes de l'IE

# Les enseignants sur la voie de l'égalité !

Par Rebeca Sevilla

Rapprocher l'égalité des genres de la réalité de la vie quotidienne des femmes, notamment en les intégrant aux syndicats d'enseignants, constitue l'un des principes fondamentaux de l'IE. Avec les différentes crises actuelles relatives à la sécurité alimentaire, au changement climatique et à la récession économique, cet objectif d'égalité des genres requiert un effort plus important pour le réaliser.

### Réseaux régionaux de femmes de l'IE

Les réseaux de femmes établis par l'IE dans les pays en développement et les pays développés d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie-Pacifique, des Caraïbes ou d'Europe ont permis de répondre aux problèmes auxquels sont confrontés les femmes dans le monde entier : protection équitable de leurs droits au travail, travail décent et lieux de travail sûrs, sans harcèlement ni violence, services publics bien financés et fiables, avantages sociaux (dont les avantages liés à la maternité/protection sociale), ainsi qu'une éducation pour tous de qualité et publique. Ces réseaux ont permis aux organisations d'enseignants et d'enseignantes de placer l'égalité au cœur de leurs politiques et de leurs plans d'action. La baisse des financements publics en faveur de l'éducation, les suppressions de postes dans l'enseignement, ainsi que les diminutions de salaire des enseignants constituent des tendances inquiétantes observées dans toutes les régions du monde. Les femmes se retrouvent souvent dans les situations économiques les plus vulnérables et sont ainsi confrontées au travail temporaire ou encore au manque de sécurité de l'emploi. Ces facteurs remettent en question l'adéquation des revenus de retraite, comme le mentionne l'étude paneuropéenne de l'IE de

2009 sur les réformes des retraites et leur impact sur les femmes. Avec l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, les travailleuses sont généralement moins bien payées que leurs homologues masculins. Les femmes sont également davantage concernées par des réductions budgétaires dans les services publics, comme on peut le constater dans le secteur de l'éducation : de nombreuses femmes sont employées dans les services publics et comptent sur ces services, étant donné qu'elles sont les plus représentées dans le domaine du travail social.

### Un pas en avant, deux pas en arrière ?

Le récent Caucus des femmes d'Asie-Pacifique de l'IE, qui s'est tenu à Bangkok (Thaïlande) et qui fut suivi par un nombre record de participants, a été l'occasion de discuter de l'impact de la crise financière sur l'égalité des genres. Selon le rapport du Caucus, « les crises multiples accentuent les pratiques d'inégalité ou sapent le travail positif entrepris au travers de l'arrêt de programmes constructifs ». « La régression menace et les

syndicat d'enseignants sont mis au défi de réaliser l'objectif d'égalité des genres pour les femmes et les petites filles. »

En Amérique latine, les engagements spécifiques visant à consolider les réseaux de femmes dédiés aux travailleuses de l'éducation sont considérés comme un élément stratégique au renforcement des syndicats. Lors de la 7ème table ronde des femmes d'Amérique latine, organisée à Sao Paulo (Brésil) en septembre 2009, de nouveaux engagements ont été pris afin de s'impliquer dans des alliances syndicales afin d'exhorter les gouvernements à satisfaire à leurs engagements en matière d'égalité des chances. Les délégués ont identifié les domaines suivants où existe une inégalité entre les hommes et les femmes :

- ▶ Les droits liés à la reproduction et à la sexualité : de nombreux pays manquent toujours de volonté politique afin de mettre en place des politiques garantissant de tels droits ;
- ▶ L'écart de rémunération considérable entre les hommes et les femmes, de 30% en moyenne ;
- ▶ La violence à l'encontre des femmes : les politiques existantes ne garantissent pas de protection totale ;

### Objectif égalité

## Première Conférence mondiale des femmes de l'IE 19-22 mai 2010 à Bangkok, en Thaïlande

Plus de 300 femmes et hommes, issus de syndicats d'enseignants du monde entier, se réuniront au mois de mai 2010 à Bangkok, à l'occasion de la première Conférence mondiale sur les femmes de l'IE.

**Objectif égalité** est un forum de discussion participatif, ouvert à tous les membres. L'objectif de cette conférence est de créer

une compréhension commune de l'état de progression vers l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des syndicats, du secteur de l'éducation et de la société, de faire évoluer les femmes et les petites filles grâce à l'éducation, et de créer un réseau mondial pour l'égalité.

Inscrivez-vous prochainement en ligne sur [www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org).

- › Le droit du travail : 60% des femmes continuent de travailler sans aucune protection sociale ;
- › La faible participation des femmes dans les syndicats, notamment à des postes de décision politique, moins de 30%. Des quotas de participation existent dans de nombreux pays ; et
- › La répartition des richesses : en Amérique latine, les femmes représentent 70% de la population la plus pauvre.

L'Afrique présente des défis difficiles à relever : sécheresse, crise alimentaire, forte prévalence du VIH/SIDA, le fait que l'Afrique sub-saharienne compte à elle seule 47% des enfants non scolarisés dans le monde entier, le poids de la dette et la baisse de l'aide étrangère. En décembre, le Réseau de femmes africaines dans le secteur de l'éducation (AWEN) élaborera son plan stratégique pour les prochaines années.

En Europe, le vieillissement de la profession enseignante et la violence persistante à l'encontre des femmes constituent deux des priorités majeures en regard de l'égalité. Les organisations d'enseignants et d'enseignantes ont rassemblé des données sur l'impact des réformes des retraites sur les enseignantes, en vue de mettre en place une approche stratégique syndicale. Concernant la violence à l'encontre des femmes, il a été pris note des bonnes pratiques et de nombreuses organisations d'enseignants et enseignantes lancent des campagnes sur cette question. A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, une présentation très intéressante sur le sujet est d'ailleurs prévue le 25 novembre,



La Présidente de l'IE Susan Hopgood lors de la réunion du Caucus des femmes d'Asie-Pacifique avec des déléguées venant d'Inde, d'Australie, de Bali et de Hong Kong.

lors de la conférence paneuropéenne de Varsovie.

### Chances d'éducation pour les petites filles

Dans le monde entier, l'éducation fait une réelle différence et autonomise les garçons et les petites filles. L'éducation et l'investissement dans les femmes et les filles constituent les moyens les plus efficaces pour briser le cycle de la pauvreté. L'éducation de la petite enfance et l'enseignement primaire peuvent jouer un rôle fondamental dans l'évolution de ces schémas. L'éducation accroît les chances de trouver un emploi et d'obtenir un salaire décent, notamment pour les filles, ce dont bénéficient en retour les familles et les communautés.

L'accélération des efforts visant à réaliser l'égalité des genres dans le secteur de l'éducation, constituera l'un des thèmes abordés lors de la Conférence de l'IE « Objectif égalité », qui se tiendra à Bangkok au mois de mai 2010. La conférence sera axée autour de trois thèmes principaux :

› **Connecter et renforcer les réseaux de femmes:** En réunissant tous les réseaux ré-

gionaux de l'IE, les militants seront mieux à même de partager des informations, d'analyser les défis contextuels, de célébrer les réussites et de planifier des actions communes.

› **Faire le point sur la condition de la femme dans le monde actuel:** Qu'en est-il de la participation des femmes dans les syndicats ? Quels sont les résultats accomplis jusqu'à présent au regard des femmes au travail ? Comment les syndicats d'enseignants contribuent-ils à ramener l'égalité entre les hommes et les femmes, les garçons et les petites filles ?

› **Faire évoluer les petites filles et les femmes grâce à l'éducation:** Quels sont les moyens permettant d'accroître l'accès à une éducation de qualité dans le but de surmonter les obstacles liés au genre par le biais de l'éducation.

Dans les syndicats d'enseignants, les femmes jouent réellement un rôle pivot dans la réalisation des objectifs d'égalité. Une éducation de qualité pour les petites filles et les garçons permettent aux populations de vivre leur vie dans l'espoir et la dignité, et de participer en tant que citoyen au développement et au bien-être de la démocratie. III

## INFO

Pour de plus amples informations sur la conférence, veuillez consulter: [www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org).

Pour en savoir plus sur les bonnes pratiques de lutte contre la violence à l'égard des femmes, rendez-vous sur: [www.un.org/esa/vawdatabase](http://www.un.org/esa/vawdatabase).

## Formation des enseignants

# Des enseignants néerlandais, burundais et indiens partagent leurs expériences

Par Claude Carroué

« Quand j'ai vu l'annonce dans le magazine de notre syndicat... j'ai pensé : d'accord, pourquoi pas ? », raconte Rachel Heller, enseignante et coordinatrice internationale du collège Maartens. Elle est aussi membre de l'AOb, le syndicat néerlandais affilié à l'EI. « J'avais déjà passé deux ans au Malawi en tant qu'enseignante, je voulais le refaire. »

« J'ai pensé : c'est une excellente occasion de pouvoir faire un tel voyage et d'agir en faveur de l'éducation dans un autre pays », se rappelle Irene Meertens, coordinatrice des programmes scolaires au Centrum voor nascholing de l'université d'Amsterdam et également membre de l'AOb.

C'est en août qu'elles ont quitté la Hollande pour rencontrer des collègues venus de différents pays grâce à un programme d'échange entre enseignants, organisé par l'ONG Edukans. Rachel Heller est partie pour le Burundi et Irene Meertens pour l'Inde.

Au Burundi, Rachel Heller s'est occupé de la formation des professeurs d'anglais, qui parfois ont un peu de mal à s'occuper d'environ 100 étudiants par classe. « Nous les avons aidés à amener leurs étudiants à s'exprimer oralement en anglais, nous avons aussi travaillé sur 'comment organiser une salle de classe'. Les enseignants doivent diriger leurs leçons d'une façon plus vivante et moins traditionnelle, et les étudiants doivent être plus actifs », déclare Rachel Heller.

Irene Meertens a également trouvé que les conditions de travail étaient difficiles et que le niveau des qualifications était médiocre dans certaines écoles en Inde.

Les enseignants sont diversement qualifiés. Certains ont suivi deux années de formation, mais là où le manque d'enseignants est vraiment flagrant, certains n'ont suivi qu'une seule semaine de formation. « Nous pensons que même une formation de deux ans ne peut être considérée de qualité », dit Irene Meertens.



© R. HELLER/AOB

L'enseignante hollandaise Rachel Heller a donné des sessions de formation à des collègues du Burundi.

Les enseignants ayant participé à ce programme d'échange ont fait deux recommandations importantes: en Inde, les enseignants ont besoin d'acquérir des compétences en matière d'apprentissage actif et leurs motivations devraient être prises en compte.

Selon Trudy Kerperien, la Secrétaire internationale de l'AOb, « la présence des syndicats est nécessaire pour valoriser l'importance des vraies écoles ainsi que la formation des enseignants ». Quel a été l'aspect le plus surprenant de l'échange estival ? « Ils étaient très étonnés du fait que nous portions tant d'attention à la qualité de l'éducation et aux enseignants, tandis qu'en Inde ils mettent davantage l'accent sur les installations et les équipements », note Irene Meertens.

« J'ai découvert à quel point il est difficile pour un citoyen d'un pays de vraiment comprendre ce qui se passe dans un autre pays », dit-elle. « Vous pouvez les aider, mais eux seuls peuvent vraiment changer les choses. »

Rachel Heller ajoute : « C'est fascinant de voir comment nous pouvons les éduquer. Ils ont eu trois semaines pour pratiquer leur anglais. Mais en temps normal, ils ne peuvent pas le pratiquer ».

Chacune d'elle attend avec impatience de savoir comment leurs collègues étrangers vont utiliser la formation reçue. « Que va-t-il être fait en Inde suite aux recommandations communiquées ? », se demande Irene Meertens. Elles restent très concernées et intéressées par la viabilité de ce programme sur deux ans ainsi que par son suivi.

Un enseignant du Burundi ayant demandé des livres de classe à Rachel Heller, elle organise une collecte de fonds au sein de son école.

« Ils écoutaient des cassettes accompagnant un livre de classe, mais le texte était lu par une personne à l'accent burundais. »

Elle a alors demandé à un collègue de langue natale anglaise d'enregistrer les textes sur cassette. III

## Conférence régionale Asie-Pacifique

# La scolarisation en baisse, le travail des enfants en hausse du fait de la crise

Les discussions lors de la sixième conférence régionale Asie-Pacifique de l'Internationale de l'Éducation, qui s'est tenue du 28 au 30 septembre à Bangkok, ont porté sur l'impact de la crise économique et financière sur le secteur éducatif.

La conférence a été ouverte par le Ministre thaïlandais de l'Éducation, Jurin Laksanavisit. Plus de 300 responsables syndicaux représentant neuf millions d'acteurs du monde éducatif originaires de 37 pays ont assisté à la réunion. Le dernier jour, un Comité régional a été élu pour les quatre prochaines années avec comme Président Yuzuru Nakamura de NIKKYOSO (Japon).

Des inquiétudes ont été formulées quant à la qualité de l'enseignement public, la diminution du taux de scolarisation, particulièrement des filles, et l'augmentation du travail des enfants dans les pays à faible revenu.

Le tarissement des aides au développement pourrait empêcher la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies supposés mettre fin à la pauvreté d'ici 2015. Un représentant de l'Inde a déclaré : « Si nous souhaitons que tous les enfants aient accès à l'éducation dans les six prochaines années, les gouvernements devront redoubler d'efforts et augmenter de façon drastique les investissements dans nos systèmes scolaires. »

Les syndicats d'enseignants de la région Asie-Pacifique sont également inquiets du manque de respect dont certains gouvernements font preuve à l'égard des normes internationales en matière de droits humains et syndicaux :

Aux îles Fidji, le gouvernement militaire a licencié un dirigeant enseignant car il avait réclamé un retour à la démocratie. En Corée, des enseignants ont été renvoyés pour avoir protesté contre l'introduction de tests standardisés.

Dans d'autres pays, comme le Cambodge et Taiwan, les autorités publiques ne respectent pas complètement les libertés professionnelles et le droit à la négociation collective des

enseignants. Une attention particulière a été accordée à la situation en Birmanie où les syndicats d'enseignants ont été déclarés illégaux. Une délégation d'enseignants birmans a témoigné de la répression constante subie par les acteurs de l'éducation de la part du régime militaire.

Dans son discours, le Secrétaire général de l'IE Fred van Leeuwen a vivement conseillé aux responsables syndicaux d'être proactifs dans la défense de la démocratie et de la justice sociale dans leur région. Il a désigné des pays d'Asie centrale où, pendant la saison de récolte, les enseignants sont contraints d'envoyer les enfants dans les champs de coton.

« Nous attendons de nos organisations membres qu'elles s'élèvent contre cette pratique intolérable », a-t-il déclaré. « Je suis tout à fait conscient des risques à affronter des gouvernements autoritaires, mais franchement, notre devoir moral et démocratique en tant que syndicats d'enseignants indépendants ne nous laisse pas d'autre choix que de défier toute autorité publique ou entreprise privée

qui dénie à un enfant son droit fondamental à l'éducation. »

« Afin de diminuer l'impact de la crise, nous devons adopter une stratégie d'action qui rassemble toutes les forces dont nous disposons », a continué Fred van Leeuwen. « Nous devons combiner notre stratégie mondiale, notre travail effectué dans la région Asie-Pacifique et notre action nationale. Un seul fil conducteur doit exister du niveau mondial au niveau local. Pour réussir, nous devons associer des idées avec des actions à chacun de ces niveaux. »

Les participants à la conférence ont approuvé une recommandation faite par le Caucus des femmes d'Asie-Pacifique en faveur d'une série d'activités à entreprendre par l'IE pour supprimer les obstacles à l'inégalité hommes-femmes toujours présente dans la région. Ils ont également accepté une proposition des syndicats d'enseignants du supérieur qui souhaitent accorder davantage d'attention au rôle essentiel de leur secteur dans les progrès socio-économiques de la région. ■■■



© K.M. ASAD

Le photographe K.M. Asad a remporté la compétition de la photo de l'année 2009 sur le site web syndicaliste Labour Start avec cette photo poignante d'un jeune garçon travaillant dans des conditions dangereuses dans l'industrie de la construction navale au Bangladesh.

## Autres bonnes nouvelles

# Un grand pas en avant pour l'éducation de la petite enfance en Allemagne

Pour les enfants du préscolaire du Land de Rhénanie-Palatinat, au Sud-Ouest de l'Allemagne, le 1<sup>er</sup> septembre 2009 fut une journée historique. Depuis ce jour, en effet, les enfants âgés de 3 à 6 ans ont droit à une éducation préscolaire gratuite, une première dans l'ensemble du pays.

En Allemagne, la politique de l'éducation relève de la responsabilité des différents Etats ou Länder. Dans certains États, comme Berlin, la Sarre et la Basse-Saxe, seule la dernière année avant l'école primaire est gratuite. Mais, dans d'autres Etats, les droits d'inscription varient largement et peuvent aller jusqu'à 5.000 euros par année scolaire. Bien que les hommes politiques, aussi bien au niveau fédéral que régional, s'empres- sent de souligner l'importance de l'éducation de la petite enfance, peu d'actions ont été menées pour réparer les injustices sociales que créent ces charges financières.

Le *Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft* (GEW), le syndicat national allemand des enseignants, appelle depuis longtemps de ses vœux une approche plus inclusive de l'éducation préscolaire, en insistant sur les avantages pour les enfants en tant qu'individus et pour la société dans son ensemble. « Les enfants issus de familles à bas revenu bénéficient de manière plus que proportionnelle de la fréquentation d'une école maternelle pendant plus d'un an. Tout spécialement, des retards dans l'apprentissage du langage peuvent être presque entièrement éliminés », selon un rapport d'étude publié sur le site Internet du GEW. Dans ce contexte, la décision de la Rhénanie-Palatinat est d'autant plus bienvenue. Cette année, l'Etat dépensera 85 millions d'euros supplémentaires pour permettre à tous les enfants âgés de 3 à 6 ans d'accéder à l'enseignement préscolaire gratuitement. À partir du mois d'août 2010, les enfants de 2 ans bénéficieront également de la gratuité à la maternelle.



© SÄMMER/STAATSTZEITUNG RHEINLAND-PFALZ

Sous l'égide de la Ministre de l'Éducation Doris Ahnen (au centre), la Rhénanie-Palatinat est le premier Etat fédéré allemand à se doter d'une éducation de la petite enfance gratuite à partir de trois ans.

Doris Ahnen, ministre de l'Éducation de la Rhénanie-Palatinat, a déclaré à la chaîne télévisée ARD: « La période qui précède l'école primaire est particulièrement importante pour le développement des enfants. En fait, elle est aussi importante que le temps passé à l'école par la suite. Sur le long terme, c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas nous permettre de traiter ce secteur de l'éducation moins bien que les autres. »

Les parents sont reconnaissants de pouvoir envoyer leurs enfants à la maternelle plus tôt et à moindre coût. Une maman a déclaré à

la radio SWR: « C'est génial! J'ai deux enfants en maternelle et le fait de n'avoir plus à payer que pour les déjeuners va réellement soulager le budget familial. »

L'IE a lancé un appel pour une augmentation des dépenses publiques dans le secteur de l'éducation, en particulier en cette période de crise, et des exemples comme celui de la Rhénanie-Palatinat montrent les bénéfices de ces investissements et l'amélioration sensible qu'ils peuvent apporter tout à la fois aux enseignants, aux parents et aux enfants. ■■■

# La qualité de la formation des enseignants, garante de la réussite des étudiants finlandais

Par Ritva Semi

Ces dernières années, la Finlande n'a eu de cesse d'arriver en tête des enquêtes du programme PISA de l'OCDE. On s'enquiert souvent auprès de l'OAJ, syndicat finlandais de l'éducation : Comment faites-vous ? Quel est le secret de votre réussite ?

On considère comme un facteur essentiel à la réussite du système éducatif public finlandais la longue tradition qui existe autour de la formation de haute qualité des enseignants. Les professeurs du primaire suivent une formation universitaire de niveau mastère depuis les années 70.

Erkki Kangasniemi, Président de l'OAJ, a déclaré que la réussite scolaire des jeunes finlandais s'appuyait sur le bon niveau de formation universitaire de leurs professeurs.

La formation universitaire de haut niveau des enseignants a également rendu la profession plus attrayante. Pour pouvoir entamer leurs études, les enseignants finlandais doivent passer des concours d'entrée rigoureux. En fait, seuls quelque 11% des étudiants candidats à une formation d'enseignant dans le primaire sont admis, déclare Erkki Kangasniemi, soulignant que les volumes de candidatures ne sont pas identiques dans tous les secteurs de l'enseignement.

La réorganisation de la formation des enseignants 30 ans plus tôt était étroitement liée à une réforme de l'ensemble du système éducatif finlandais. Les années 70 ont assisté à une transition entre un système d'écoles parallèles et un système d'enseignement public global uniforme, au sein duquel tout étudiant accomplit au moins neuf années de scolarité de base. Au cours de ces années, les étudiants évoluent dans des classes relativement petites. Une classe de niveau 1 à 6 accueille en moyenne 20 enfants et 18 enfants pour une classe aux niveaux 7 à 9. Mais il ne s'agit-là que de moyennes et certaines classes peuvent accueillir jusqu'à 36 élèves.

D'un point de vue international, la scolarité ne devient obligatoire en Finlande que relativement tard : à partir de sept ans seulement. Les conditions sont les mêmes pour tous les



© OAJ

Les enseignants finlandais doivent suivre une formation approfondie de niveau mastère et, une fois dans la profession, ils peuvent compter sur des classes de faible taille en moyenne et sur des salles de classe bien équipées. Environ 95% d'entre eux sont membres d'un syndicat.

enfants dans l'éducation fondamentale, après quoi ils choisissent de s'orienter soit vers une école secondaire supérieure, soit vers une école professionnelle — ou les deux. L'apprentissage universitaire des enseignants s'appuie sur de solides connaissances pédagogiques et une compétence particulière pour la matière qui sera enseignée. Tous les apprentis enseignants pour le primaire s'engagent également dans la recherche, qui leur assurera un soutien tout au long de leurs carrières en termes de réflexion pédagogique et de développement professionnel. Depuis 1995, la formation des assistantes maternelles en jardin d'enfants, qui travaillent avec des enfants âgés de un à six ans, se base sur la licence universitaire en sciences de l'éducation. Elles suivaient auparavant une formation dans un établissement d'enseignement supérieur.

L'OAJ s'est fixé comme défi de relever le niveau de formation des assistantes maternelles au niveau master. « Beaucoup reste encore à accomplir à cet égard », explique Erkki Kangasniemi. « Malheureusement, tous les décideurs n'ont pas encore réalisé que les enfants en bas

âge, eux aussi, ont besoin de professeurs extrêmement qualifiés. »

La réforme de l'enseignement général et la réorganisation de la formation des enseignants a coïncidé avec l'émergence de l'OAJ en tant que syndicat général de l'éducation. Il représente aujourd'hui tous les secteurs, des aides maternelles en jardins d'enfants aux professeurs d'université. Quarante-vingt quinze% des enseignants finlandais sont syndiqués.

L'OAJ interagit étroitement et de façon constante avec les universités dans le but d'améliorer en permanence la formation des enseignants. Dans cette tâche, les étudiants enseignants qui, au travers de leur propre association adhèrent déjà à l'OAJ, constituent une source importante de soutien et d'énergie, dans la salle de classe comme au sein du syndicat.

*Ancienne enseignante en milieu préscolaire, Ritva Semi est professeure syndicaliste active depuis 1984, année où les enseignants finlandais sont descendus dans la rue pour protester dans le cadre d'une grève historique. Elle travaille actuellement sur les questions éducatives et la coopération au développement pour le compte de l'OAJ. III*

## « Debout et agissez contre la pauvreté ! »

L'Alliance mondiale contre la pauvreté (AMCP) établit le nouveau record de la plus grande mobilisation jamais enregistrée.

Un record mondial du Livre Guinness des records a été battu en octobre lorsque 173.045.325 citoyens se sont rassemblés autour de plus de 3.000 événements dans plus de 120 pays pour demander à leurs gouvernements d'éradiquer l'extrême pauvreté et de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'action « Debout et agissez contre la pauvreté » a été certifiée par le livre Guinness des records comme étant la plus grande mobilisation humaine jamais enregistrée, avec une hausse d'environ 57 millions de personnes par rapport à l'an passé.

« Plus de 173 millions de personnes mobilisées ont envoyé un message clair aux dirigeants mondiaux, à savoir une demande énorme, universelle, mondiale pour l'éradication de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du

Millénaire pour le développement », a déclaré Salil Shetty, Directeur de la Campagne du Millénaire des Nations Unies.

« Nous avons vu notamment des citoyens résolus à rappeler à leurs gouvernements qu'ils devront répondre de leur responsabilité quant à leurs promesses de mettre un terme à la faim, d'améliorer la santé des mères et d'abolir les subventions agricoles qui faussent le commerce. Ils n'accepteront pas d'excuses pour manquer aux promesses faites aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, qui ont déjà été les plus touchées par les crises alimentaire, économique et climatique mondiales dont il ne sont pas à l'origine » Sylvia Borren, co-présidente de l'Alliance mondiale contre la pauvreté, a déclaré: « Debout et agissez s'est avéré être une mobilisation mondiale qui s'intensifie, ainsi qu'un mouvement

populaire qui grandit, dans des lieux isolés et des villes dans un grand nombre de pays, à la fois les riches et les pauvres ».

« Ce sont les voix des jeunes, des femmes et des hommes qui réclament l'éradication de la pauvreté et de nouvelles réponses aux crises alimentaire, économique et climatique mondiales. Nous relayerons ce message retentissant dans les semaines et les mois à venir pour influencer les discussions sur les changements climatiques à Copenhague ainsi que la réunion qui examinera les progrès réalisés vers les OMD l'an prochain ».

L'AMCP rappelle aux dirigeants qu'actuellement un milliard de personnes dans le monde ont faim et que 500.000 femmes continuent de mourir tous les ans des suites de la grossesse ou de l'accouchement. La grande majorité de ces décès pourrait être évitée. ■■■

## Le Président de la CME honoré comme Défenseur de la Démocratie

Kailash Satyarthi, Président de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME), organisation partenaire de l'IE, a été nommé par les Parlementaires pour l'Action mondiale comme lauréat du prestigieux Prix du défenseur de la démocratie pour 2009.

Kailash Satyarthi, qui est également le président de la Marche mondiale contre le travail des enfants, a renoncé à une carrière lucrative d'ingénieur technique pour se consacrer à la promotion des droits de l'enfant. Pendant presque trois décennies, il a mené une campagne courageuse dans le but de mettre fin au travail des enfants en Inde, son pays natal, et dans d'autres pays du monde, venant au secours de plus de 78.000 travailleurs gagés et enfants asservis au travail.

Il est également le créateur de la marque Rugmark, symbole universellement reconnu qui certifie que les tapis ont été fabriqués sans recourir à l'exploitation d'enfants. Kailash Satyarthi a également lancé la campagne de la Marche mondiale à l'occasion de la Coupe

du monde, et a convaincu la Fédération internationale de football (FIFA) de donner son accord à l'élimination du travail des enfants dans la fabrication des ballons de football. Des extraits de son discours d'acceptation figurent ci-dessous : Permettez-moi de vous rappeler qu'en plus de l'exploitation économique courante des enfants, la violence apparaît sous différentes formes. On estime à plus de deux millions le nombre d'enfants qui ont trouvé la mort suite aux conflits armés depuis 1990. Dans le monde entier, un million d'enfants sont détenus par des agents du maintien de l'ordre. Deux millions d'enfants seraient exploités à des fins de prostitution et de pornographie et 70 millions de filles et de femmes ont été soumises à une excision. Plus d'1,2 million d'enfants sont victimes de la traite chaque année et sont achetés et vendus à un prix inférieur à celui du bétail.

L'éducation est la clé du pouvoir, de la justice et de l'équité. L'éducation est essentielle à une démocratie efficace et à une transparence

dans la gouvernance mondiale. L'éducation pour tous est la condition préalable essentielle à la démocratisation des institutions sociales, politiques et financières. La somme des dépenses militaires effectuées sur deux jours et demi suffit à éduquer les enfants du monde, ou 1/6ème de ce que les Européens dépensent pour les produits cosmétiques. Il faut 11 milliards de dollars pour éduquer tous nos enfants. Le monde est-il si pauvre ? ... Si nous manquons à nos engagements envers nos enfants aujourd'hui, notre avenir est voué à l'échec définitif. Si nous ne tenons pas les promesses que nous leur avons faites, l'histoire ne nous pardonnera pas. Nous avons également besoin de gouvernements et d'organismes inter-gouvernementaux. Mais ce dont nous avons réellement besoin, c'est un mouvement mondial qui tiendra ces institutions pour responsables et qui en appellera à leur conscience. De notre vivant, nous devons faire de l'exploitation et la violence contre les enfants de l'histoire ancienne. ■■■

## Droits humains et syndicaux

# La solidarité internationale aide à libérer des militants

Grâce à une formidable mobilisation et à des actions de solidarité partout dans le monde, de nombreux enseignants syndicalistes ont été libérés de prison depuis que leurs cas ont été rapportés dans Mondes de l'Éducation.

« Ils sont libres. Egitim-Sen souhaite vous remercier pour votre fort soutien. C'est le succès de la solidarité internationale », a écrit Mehmet Bozgeyik, le Secrétaire général du syndicat d'enseignants turc à l'IE.

Après deux longs jours d'audiences les 19 et 20 novembre, la Haute Cour pénale d'Izmir a décidé de libérer l'ensemble des 31 syndicalistes du secteur public, poursuivis pour leur appartenance à une organisation kurde illégale. Sur les 31 syndicalistes (dont 27 sont des enseignants et membres d'Egitim-Sen), 9 avaient déjà été libérés en juillet. Les accusés étaient tous kurdes ou appartenaient à la communauté kurde. Le procès visait à la fois Egitim-Sen et le syndicat du secteur public KESK, qui gagnaient de nouveaux membres et se renforçaient dans le contexte de la crise économique. « L'objectif de ce procès était de nous isoler des autres organisations syndicales et démocratiques, et de marginaliser notre confédération dans sa lutte pour les droits syndicaux et la démocratie », a déclaré Sami Evren, Président du KESK.

Jerry Bartlett, membre du Bureau exécutif de l'IE et qui a pris part à une délégation syndicale mondiale qui a assisté au procès, a déclaré que les arrestations sont intervenues après des mois d'écoutes téléphoniques et de contrôle des messageries électroniques et d'Internet. Il a affirmé qu'il n'existait pas l'ombre d'une preuve pour étayer les charges retenues contre eux d'appartenance à une organisation illégale. En revanche, il a indiqué que la délégation de l'IE avait été impressionnée par l'intégrité et la conviction énormes des enseignants, qui sont

profondément engagés envers une éducation publique laïque de qualité pour tous et le droit à une éducation dans la langue maternelle non seulement pour les Kurdes, mais pour toutes les minorités ethniques de Turquie.

En Iran, Mohammad-Reza Rezaei-Garakani a été libéré le 21 octobre et Sajad Khaksari, fils de deux syndicalistes de premier plan, le 24 octobre 2009. Tous deux attendent toujours d'être jugés.

Toutefois, les enseignants Rasoul Bodaghi, Jaafar Ebrahimi et Farzad Kamangar sont toujours détenus à la prison d'Evin. Tandis que l'état physique et psychologique de Farzad Kamangar s'est quelque peu amélioré, Jaafar Ebrahimi souffre de plusieurs problèmes de santé graves et ses proches ne sont pas autorisés à lui rendre visite en prison. Hashem Khastar, enseignant retraité et militant syndicaliste, est toujours en détention à la prison de Wakilabad



© GEW

à Mashhad, où tout traitement médical lui est refusé, bien qu'il souffre d'une maladie rénale. L'IE et le mouvement syndical international saluent la libération des prisonniers, mais surveillera de près la situation dans ces deux pays. ■

## Un chef d'établissement philippin décapité

Les syndicats d'enseignants à travers le monde condamnent l'enlèvement et le brutal assassinat d'un directeur d'école primaire aux Philippines. La tête décapitée de Gabriel Canizares, 36 ans, directeur de l'école élémentaire Kanague à Patikul, Sulu, aux Philippines, a été découverte le 9 novembre. Son corps a été retrouvé plusieurs jours après. Il avait été enlevé par des hommes armés le 19 octobre dernier et était détenu en vue d'une rançon. Le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen a exprimé le choc et l'indignation des enseignants et des syndicalistes du monde entier. « Nous sommes consternés par la nouvelle de ce meurtre atroce à l'égard d'un enseignant dévoué », a-t-il déclaré. « Et nous exigeons avec la plus grande fermeté une intervention rapide et déterminante du gouvernement des Philippines afin de traquer les auteurs en justice. » Fred van Leeuwen a assuré que l'IE continuerait à surveiller de près les événements et amènerait les autorités

philippines à prendre leurs responsabilités au regard des poursuites à engager concernant l'affaire Canizares, ainsi qu'en vue d'une amélioration significative de la situation dans ce pays, en matière de droits humains et syndicaux. Il a fait remarquer que l'IE se préoccupe depuis longtemps des violations flagrantes des droits commises par le gouvernement de la Présidente Gloria Macapagal-Arroyo. En 2007, les délégués présents au 5ème Congrès mondial de l'IE avaient exhorté le gouvernement Arroyo « à mettre fin immédiatement aux assassinats extrajudiciaires et aux disparitions involontaires; enquêter, poursuivre et punir les responsables de ces actes; et s'assurer que les forces de sécurité respectent les droits humains et les libertés civiles des citoyens. » En 2008, l'IE a mis sur pieds un réseau des droits syndicaux dans les pays membres de l'ASEAN afin d'aider les organisations d'enseignants à s'unir contre de telles violations (voir en page 14). ■

# Les syndicats d'enseignants équilibrent la prévention du VIH et le traitement en réponse au SIDA

Par Julie Kavanagh



© NANTU

Des membres d'un affilié de l'IE en Namibie, le NANTU, passent le test pour connaître leur statut sérologique.

En 2006, les gouvernements du monde entier se sont engagés à réaliser avant 2010 un accès universel à des programmes complets de prévention du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), au traitement, à la prise en charge et au soutien face au VIH/SIDA. Du fait que l'accès actuel aux traitements antirétroviraux ne couvre que la moitié des besoins et que cinq nouvelles infections apparaissent chez chaque deuxième personne commençant un traitement, il devient vital d'investir davantage et de lier cet investissement à des stratégies solides.

Dans le cadre du programme EPT/SIDA de l'IE, les syndicats d'enseignants œuvrent dans quatre des domaines de priorité identifiés par l'ONUSIDA : veiller à ce que les personnes

vivant avec le VIH bénéficient d'un traitement, mettre un terme aux pratiques punitives et à la discrimination, permettre aux jeunes personnes de se protéger elles-mêmes du VIH et renforcer la protection sociale pour les personnes touchées par le VIH.

L'Internationale de l'Éducation considère l'éducation comme un « vaccin social ». L'éducation à la prévention du VIH et au changement comportemental peut renverser l'impact négatif du VIH/SIDA sur la planète. De même, l'IE reconnaît la nécessité de soutenir les enseignants vivant avec le VIH de façon à ce qu'ils puissent bénéficier d'un traitement et poursuivre leur contribution au sein de leur école et de leur communauté, sans craindre d'être discriminés.

Grâce à une thérapie antirétrovirale efficace et durable, les personnes vivant avec le VIH peuvent jouir des mêmes plaisirs de la vie que les personnes n'étant pas infectées par le virus. Cependant, la société n'évolue pas au même rythme que les progrès scientifiques. En effet, la stigmatisation et la discrimination peuvent représenter des obstacles aux progrès de la science.

Souhaitant s'attaquer au VIH à de multiples niveaux, les syndicats engagés dans le programme EPT/SIDA œuvrent à briser la stigmatisation associée au dépistage et d'étendre l'accès au traitement. Selon le *Namibian National Teachers' Union* (NANTU), 20.000 enseignants auraient participé aux journées *Edu-Sector Health Days*, organisées à l'échelle

## Langue de l'enseignement

# L'anglais imposé dans les écoles au Rwanda

Par Delphine Sanglan

régionale, où ils ont pu accéder au conseil et au dépistage volontaire, et recevoir des informations fiables sur le VIH et le SIDA.

En 2009, le *Uganda National Teachers' Union* (UNATU) a lancé sa campagne de dépistage du VIH en exhortant ses membres : « Faites-vous dépister ». L'UNATU élabore actuellement une base de données visant à connecter les enseignants aux services de dépistage et de conseil dans tout le pays.

D'autres syndicats s'engagent en faveur du bien-être des enseignants, comme à Buenos Aires, où la CTERA, la confédération des syndicats d'enseignants argentins, a mis en place un centre de conseil et de dépistage du VIH.

Pour offrir aux enseignants la meilleure chance de rester en bonne santé, un dépistage précoce doit être soutenu par un accès total à des programmes de traitement efficaces. En Ouganda, où une personne sur cinq s'est fait dépister, moins de la moitié des personnes nécessitant un traitement peuvent en bénéficier. Les réductions de financement restreignent l'approvisionnement en médicaments antirétroviraux et interrompent les traitements, pouvant ainsi entraîner de graves complications pour la santé. De plus en plus, les syndicats considèrent le VIH/SIDA comme un problème de lieu de travail et élaborent des politiques et des services afin de préserver les droits de leurs membres. III

### Transmettez le message, pas le virus !

« Une heure sur le SIDA », la grande leçon populaire créée dans le cadre du programme EPT/SIDA, prend de l'ampleur. Grâce à l'enthousiasme des syndicats d'enseignants sur tous les continents, elle a maintenant été traduite en plus de 30 langues, allant de l'arabe au yoruba. En utilisant « Une heure sur le SIDA » et les autres outils EPT/SIDA en classe et dans les salles des professeurs du monde entier, les enseignants transmettent le message, pas le virus, et contribuent ainsi grandement à la prévention du VIH. Consultez le site [www.ei-ie.org/ef aids/fr/](http://www.ei-ie.org/ef aids/fr/) pour télécharger des ressources sur la leçon « Une heure sur le SIDA » et le programme EPT/SIDA.

Le gouvernement rwandais a décidé en fin d'année dernière d'imposer l'anglais comme unique langue officielle de l'enseignement et de l'administration, sans aucun débat public ni consultation des syndicats d'enseignants. Depuis 1996, les trois langues officielles du Rwanda – l'anglais, le français et le kinyarwanda – étaient utilisées dans l'enseignement. Cette décision devait permettre au Rwanda de demander son adhésion au Commonwealth et de couper les ponts avec l'Organisation internationale de la Francophonie. L'anglais est devenu troisième langue officielle du Rwanda après le français et le kinyarwanda en 1996 suite au retour des 800 – 850.000 tutsis qui s'étaient réfugiés dans les pays limitrophes lors du génocide de 1994, majoritairement des pays anglophones tels que l'Ouganda et la Tanzanie, mais également du Burundi et de la République démocratique du Congo. Le français, le kinyarwanda et l'anglais sont restées les trois langues officielles du Rwanda dans la nouvelle constitution adoptée en 2003.

La décision du gouvernement de privilégier l'anglais au détriment des deux autres langues officielles est entrée en application dès la rentrée scolaire de janvier 2009. Et l'enseignement de l'anglais sera généralisé en 2011, le français étant maintenant relégué au deuxième cycle du secondaire et limité en nombre d'heures. Or, comme l'indique Sylvestre Vuguziga, Président du Syndicat du personnel de l'éducation au Rwanda (SYPERWA), « quatre-vingt-dix huit pour cent des enseignants du pays sont francophones, les membres du syndicat sont eux aussi quasi tous francophones ». Et, en dehors du syndicat, très peu d'enseignants maîtrisent l'anglais et beaucoup ne sont pas du tout préparés à enseigner dans la langue de Shakespeare.

Six mois après l'imposition de la réforme, le Président du SYPERWA s'inquiète déjà de son

impact sur la qualité de l'enseignement au Rwanda, car il faut beaucoup de temps avant que les enseignants « francophones » acquièrent une maîtrise suffisante de l'anglais pour pouvoir l'enseigner à leur tour. A cet égard, les deux mois de cours intensif suivis par quelques enseignants peu avant l'application de la réforme sont loin d'être suffisants.

« Il faut plusieurs mois voire plusieurs années afin de maîtriser suffisamment une langue pour l'employer dans les affaires de la vie courante, ainsi qu'un milieu où l'apprenti est acculé à ne pratiquer que cette seule langue. Or ce n'est pas le cas au Rwanda, où les enseignants francophones s'expriment d'ordinaire en Kinyarwanda mêlé de français. Il est hasardeux de prétendre apprendre une langue étrangère en quelques crédits d'heure et de pouvoir enseigner dans cette même langue, car l'enseignant doit pouvoir trouver les mots justes et variés », renchérit Sylvestre. Et pourtant, ces enseignants doivent s'adapter au risque de perdre leur emploi, avec les moyens du bord et sans matériel scolaire adapté.

Si cette décision unilatérale prise par le gouvernement rwandais a un impact désastreux certain sur la qualité de l'éducation, les parents d'élèves « francophones » risquent également d'en subir les conséquences, n'étant plus en mesure d'aider leurs enfants pour des devoirs qu'ils ne comprennent pas. Cette réforme précipitée a même poussé certains parents, plus aisés, à envoyer leurs enfants dans des écoles ougandaises afin qu'ils puissent suivre les cours dans un anglais moins « approximatif ». Sylvestre conclut : « Il est à espérer que la raison et la logique vont prévaloir pour amener à une réforme progressive de l'enseignement. Malheureusement, quand les dégâts sont fait en matière d'éducation, ils sont irréparables et ont des effets à plus long terme même sur les générations suivantes, car la culture se transmet de génération en génération ». III

## Technologies de l'éducation

# Organisez le travail de votre syndicat de n'importe où via le net

Par Harold Tor et Timo Linsenmaier



© SCULPTURE DE DAVID MARCH, PHOTOGRAPHIE DE MARCIA SALVIATO

**Le téléphone mobile compte désormais plus d'abonnés que le téléphone fixe, ce qui augmentera la demande d'accès à Internet à partir d'un appareil portable à l'avenir.**

Parcourir la Toile à partir d'un téléphone portable suscite un grand engouement depuis le développement, au début des années 2000, de systèmes relativement rapides permettant le transfert de données vers les appareils mobiles. C'est pourquoi nous avons décidé de tester quelques *smartphones* pour voir comment ces évolutions pourraient aider les enseignants syndicalistes.

### Organisez des conférences vidéo

En tant qu'enseignant syndicaliste, votre agenda est toujours rempli par des réunions et des rendez-vous. Certains modèles de *smartphones*, tels que le Nokia N97, possèdent un petit appareil photo sur le côté écran du téléphone. Cela vous permet de mener des conférences vidéo à partir du moment où vous avez une bonne connexion pour téléphone mobile 3G. Être capable d'organiser une réunion peut

vous faire gagner du temps lors de vos déplacements d'un lieu à l'autre, vous laissant plus de temps pour d'autres travaux.

### Conversez gratuitement avec vos collègues

Beaucoup d'entre vous savent que Skype est une voix sur réseau IP (VOIP) qui vous permet de passer des appels téléphoniques gratuits à travers Internet. Pour les syndicalistes vivant sous des régimes oppressifs, Skype peut même être leur planche de salut car les conversations par téléphones portables ou texto pourraient être mises sous écoute ou interceptées. Certains des modèles les plus récents de téléphones comme l'iPhone 3GS ou les téléphones Android d'HTC vous permettent d'installer et d'utiliser Skype pour des conversations téléphoniques.

### Entrez en relation avec vos membres sur Facebook et Twitter

Pour beaucoup de syndicats, les sites de réseautage social tels que Facebook et Twitter sont les moyens principaux pour se rapprocher de leurs membres. Tandis que certains syndicats choisissent de les intégrer dans leur site web officiel et d'autres pas, ces outils du web 2.0 sont devenus des modes de communication indispensables avec des membres du syndicat à un niveau plus personnel. Jusqu'à présent, seuls les téléphones haut de gamme à l'instar de l'iPhone 3GS, du Blackberry Bold 9700, du Nokia N97 et de l'HTC Hero, fournissent les meilleures applications pour téléphones mobiles (app) concernant Facebook et Twitter. Les appareils moyen et bas de gamme de Nokia, de Samsung et de LG offrent seulement des objets graphiques (*widgets*) ingérables, lesquels constituent en fait des liens vers les versions téléphones mobiles de ces sites.

### Prenez des vidéos et des photos et distribuez-les immédiatement à vos membres

Les syndicalistes doivent toujours informer leurs membres des derniers développements sur les questions auxquelles ils s'intéressent. Pour améliorer l'information fournie, les vidéos et les photos peuvent s'avérer extrêmement utiles pour faire passer le message. Un bon smartphone vous permettra de prendre des vidéos et des photos de qualité convenable, mais des téléchargements rapides vers les divers sites d'hébergement de vidéos et de photos restent toujours problématiques. L'iPhone 3GS possède une app pour le téléchargement direct de vidéos sur YouTube (un site d'hébergement gratuit de vidéos populaire) et une app pour le téléchargement direct de photos sur Flickr (un site d'hébergement gratuit de photos populaire, mais son appareil photo de 3,2mp n'a pas de flash et fonctionne mal dans des conditions de faible luminosité). Le Samsung Jet S8000 se targue d'être le téléphone le plus rapide ayant jamais existé et, en effet, il vous permet de faire des vidéos et des photos d'excellente qualité en 5mp. Toutefois, son *widget* pour le téléchargement de vidéos et de photos est extrêmement lent.

### Créez une app syndicale comme service supplémentaire à vos membres

Si vous avez un développeur dans votre syndicat, demandez à cette personne de développer une app comme partie intégrante des services de votre syndicat à ses membres. Vous serez surpris(e) par le nombre de membres qui l'utiliseront. Enfin, nous ne devons pas oublier qu'un smartphone est après tout toujours un téléphone, vous pouvez alors aussi l'utiliser pour appeler des gens! III

## Le mouvement syndical uni en faveur du travail décent

Les syndicalistes partout dans le monde ont célébré la seconde Journée mondiale pour le travail décent le 7 octobre au travers de tables rondes, de conférences, de défilés, de mobilisations éclair et autres, demandant tous à leurs dirigeants à se joindre à l'Appel à action en faveur d'un travail décent pour une vie décente.

Parmi les milliers d'événements organisés par la Confédération syndicale internationale et ses affiliés figuraient:

- ▶ Des travailleurs issus de toutes les Amériques ont présenté l'Appel à action en faveur d'un travail décent pour une vie décente à 33 Ministres du Travail réunis à Buenos Aires, en Argentine.w
- ▶ Des mobilisations éclair ont eu lieu dans 12 villes en Hongrie afin d'attirer l'attention du public sur les dangers du travail précaire.
- ▶ A Santa Cruz de Tenerife, en Espagne, plus de 2.000 délégués syndicaux ont défilé en direction du siège du gouvernement régional où ils ont lu l'Appel à action.
- ▶ A Copenhague et à Aarhus, au Danemark, des militants ont protesté contre les inégalités salariales entre universitaires hommes et femmes en distribuant des « gâteaux de l'égalité des chances » et en posant la question: « Quelle est votre part du gâteau? »

L'IE soutient cet appel de la CSI pour que les dirigeants politiques mettent le travail décent au cœur des actions gouvernementales visant à rétablir la croissance économique et à construire une nouvelle économie mondiale qui donne la priorité aux personnes.

Pour en apprendre plus sur la campagne pour le travail décent, veuillez vous rendre sur [www.wddw.org](http://www.wddw.org).

**Nous accueillons volontiers vos commentaires concernant le magazine. Veuillez écrire à [editor@ei-ie.org](mailto:editor@ei-ie.org)**



Hormis la section « Invité » et sauf stipulation contraire, les articles de ce magazine sont soumis à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 3.0. Cela signifie que vous êtes libre de copier, de distribuer et d'adapter les textes, dès lors que vous attribuez clairement la source à « Mondes de l'Éducation (ISSN 1810-5629) » et que vous n'en faites aucun usage commercial.

Pour en savoir plus, visitez le site

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/>.

Pour tout usage outrepassant le cadre de cette licence, veuillez contacter [editor@ei-ie.org](mailto:editor@ei-ie.org).

## CALENDRIER

### Décembre 2009

- 1** Journée mondiale d'action contre le SIDA – Au plan mondial
- 1-3** 34<sup>ème</sup> réunion du Bureau exécutif de l'IE – IE, Bruxelles, Belgique
- 4** Réunion du Bureau exécutif du Réseau Education et Solidarité – IE, Bruxelles, Belgique
- 2-5** Réunion OMC-AGCS – IE/Bureau Amérique latine, Uruguay
- 7** Réunion du Réseau de femmes africaines dans le secteur de l'éducation – IE/Bureau Afrique, Accra, Ghana
- 7-12** Réunion Education pour Tous et SIDA (EPT/SIDA) – IE, Abidjan, Côte d'Ivoire
- 9-11** Groupe de travail de l'UNESCO sur l'Education pour Tous – Paris, France

### Janvier 2010

- 19** Groupe de travail paneuropéen sur l'égalité – IE, Bruxelles, Belgique
- 25-26** Réunion annuelle du Conseil des Global Unions – Genève, Suisse
- 27-31** Forum économique mondial – Davos, Suisse

### Février 2010

- 11-12** Réunion du Comité permanent de l'enseignement supérieur et de la recherche – IE, Bruxelles, Belgique

### Mars 2010

- 1** 54<sup>ème</sup> réunion de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies – New York, E.-U.
- 8** Journée internationale de la femme – Au plan mondial
- 8-10** Conférence pour les affiliés de l'IE dans les pays membres de l'OCDE – New York, E.-U.
- 11-26** 307<sup>ème</sup> session du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail – OIT, Genève, Suisse
- 15-16** Réunion du Comité paneuropéen – IE, Bruxelles, Belgique

Les Mondes de l'Éducation est publié par l'Internationale de l'éducation, la fédération syndicale mondiale représentant 30 millions d'enseignants et de travailleurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, dans plus de 171 pays et territoires à travers le monde. Pour en savoir plus sur l'IE, allez à : [www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org).



**Internationale de l'Éducation**  
5 Boulevard du Roi Albert II  
1210, Bruxelles, Belgique

Tel. : + 32 2 224 0611  
Fax : + 32 2 224 0606  
Email : [headoffice@ei-ie.org](mailto:headoffice@ei-ie.org)

Éditeur responsable: Fred van Leeuwen, Secrétaire général  
Rédactrice: Nancy Knickerbocker  
Assistants éditoriaux: Claude Carroué, Frédéric Destrée





Nanjing, Chine – Des élèves de primaire collent des rubans rouges pour célébrer la Journée mondiale d'action contre le SIDA.